



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-09-01/2019-09-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 1^{er} septembre.

António Guterres est arrivé à Beni. Le chef de l'ONU a aussitôt présenté ses condoléances à tous les proches des victimes de l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Selon des sources de la Monusco, M. Guterres va également se rendre à Mangina, dans la zone de santé de Mabalako, où avaient été détectés les premiers cas d'Ebola il y a une année. Sur place, il devrait visiter le centre de traitement d'Ebola et rencontrer les équipes engagées dans la riposte contre le virus. S'adressant à la presse à Beni, il a également condamné les crimes commis dans la région par les groupes armés, qu'il a appelés à déposer les armes.

Boma : marche pour exiger le départ du gouvernement provincial du Kongo-Central. Des manifestants, essentiellement des jeunes, exigent le départ du gouvernement provincial « dans 48 heures ». Ils dénoncent, « l'immaturité politique au sommet de la province, après avoir vu circuler plusieurs vidéos » obscènes de leur vice-gouverneur. Cette marche, soutenue par quelques notables et élus de cette province, s'est déroulée sans incidents, a indiqué un des organisateurs.

Félix Tshisekedi est rentré à Kinshasa. Pendant cinq jours à Tokyo, rapporte, le Chef de l'État a notamment échangé avec ses pairs sur divers sujets d'actualité. Avec le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, ils ont évoqué « le renforcement des relations bilatérales, la réparation de la turbine G24 du barrage d'Inga, l'intégration de la RDC dans le projet du corridor Nord, l'appui du Japon au redressement du secteur minier par des études géologiques du parc minier de la RDC et enfin la protection de l'environnement et de la biodiversité. »

Kinshasa : des écoles remboursent les frais scolaires aux parents. Le remboursement des frais que certains parents avaient versés pour leurs enfants est effectif dans quelques écoles publiques de Kinshasa. Dans certains établissements, l'opération pourra se poursuivre après la rentrée scolaire, prévue le 2 septembre en RDC.

Le chef de l'ONU présente ses condoléances aux victimes de violences. « Je présente mes sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes de cette violence. Je condamne ces crimes et j'appelle tous les groupes armés à cesser immédiatement les attaques envers la population civile et les forces des sécurités chargées de la protection du peuple congolais. Nous ferons tout pour contribuer à mettre fin aux fléaux de l'insécurité dans cette région », a assuré le chef de l'ONU. Après cette étape, il s'est rendu aux Quartier général de la Brigade d'intervention des Forces des Nations unies (FIB), où il s'est recueilli et a déposé une gerbe des fleurs devant le manoriale des casques bleus tombés sur le champ d'honneur.

Kongo-Central : le FCC appelle le gouverneur et vice-gouverneur à démissionner « immédiatement ». La plate-forme politique de l'ex-président Joseph Kabila reproche aux concernés « ce scandale » des vidéos d'ébats sexuels « dans lequel sont impliqués les plus hauts responsables de la province. » Le FCC dit avoir « retiré totalement sa confiance et son soutien politique au gouverneur et vice-gouverneur du Kongo-Central. ». Réunis samedi à Kinshasa, les présidents de regroupements politiques de cette plate-forme ont aussi demandé aux institutions compétentes d'assumer pleinement leurs responsabilités dans cette affaire. Des sources judiciaires renseignent que la Cour de cassation avait déjà dépêché une mission sur place pour s'enquérir de cette affaire. Pendant ce temps, la commission d'enquête, instituée par l'assemblée provinciale, a entendu samedi à Matadi plusieurs personnes qui y sont impliquées.

Le Pape François annonce la création du cardinal Fridolin Ambongo. Après la prière de l'Angélus de ce dimanche 1er septembre, le Pape François a annoncé la nomination des dix nouveaux cardinaux, dont Mgr Fridolin Ambongo Besungu de la RDC. Les nouveaux cardinaux seront créés lors d'un consistoire, qui se tiendra le 5 octobre prochain au Vatican. « Prions pour les nouveaux cardinaux, afin que, en confirmant leur adhésion au Christ, ils m'aident dans mon ministère d'évêque de Rome pour le bien de tout le Saint Peuple fidèle de Dieu », a conclu le Pape, cité par vaticannews.va.

Députés du Nord-Kivu à António Guterres : « L'insécurité est devenue un véhicule d'Ebola ». Ces élus ont fait remarquer au Secrétaire général de l'ONU que l'insécurité dans le Nord-Kivu et plus précisément à Beni existait bien avant même la déclaration d'Ebola dans la région. Mais, « Aujourd'hui, cette insécurité est devenue un véhicule d'Ebola. Ce qui fait que tout ceux-là qui fuient la guerre, qui quittent leurs villages, sont obligés de partir avec cette maladie d'Ebola. Ils ont également sollicité la mobilisation de la communauté internationale « pour que l'insécurité puisse totalement se terminer » au Nord-Kivu. Pour ces députés, « qu'il est possible que la Monusco, quoi qu'il ait fait plus de 20 ans ici, arrive à terminer l'insécurité dans la contrée. Mais également, nous voulons voir la FIB (Brigade d'intervention des Nations unies) agir d'une manière combattante sur terrain. »

Violences sexuelles : Mukwege annonce le lancement d'un Fonds mondial en faveur des victimes. "Nous continuerons à réclamer la justice partout dans le monde pour les victimes en traçant une ligne rouge contre l'impunité. Nous continuerons à nous battre pour le projet de Fonds mondial de réparation sur lequel nous travaillons depuis 2010. Il sera officiellement lancé le 31 octobre 2019", a écrit le Dr Mukwege. Le Dr Mukwege, qui partage son Nobel avec l'Irakienne Nadia Murad, a fait part de l'élargissement vers d'autres pays du modèle de prise en charge des victimes des violences sexuelles utilisé par sa Fondation de Panzi. "Conscients que la violence sexuelle dans les conflits n'est pas seulement un problème en RDC, nous voulons élargir notre vision de la guérison holistique à l'extérieur du pays", note le Dr Mukwege. Il s'agit de veiller à ce que "les victimes en République Centrafricaine, au Burundi, en Irak et ailleurs puissent avoir accès à une guérison holistique et ainsi reconstruire leurs vies". "L'hôpital de Panzi a traité plus de 55.000 victimes de crimes sexuels", selon le Dr Mukwege.

Ebola en RDC : António Guterres souhaite « une réponse à plusieurs volets ». « Pour combattre Ebola, il faut la liberté de mouvement, il faut l'accès, il faut la sécurité. Notre solidarité doit s'exprimer par une coopération accrue entre la Monusco et les Fardc, capables premièrement, de contenir et, si possible, battre la menace d'actes terroristes des ADF, mais aussi de tout faire pour la démobilisation des autres groupes armés de nature locale. » Le problème du financement de la riposte se pose avec acquiescement. « Ça veut dire qu'il y a un problème de liquidité dans la réponse, qui est extrêmement sérieux. Et si on perd une semaine dans la riposte contre Ebola, on ne perd pas une semaine on peut perdre la guerre contre Ebola ».

Le FNPSS veut sortir 15.000 enfants de mines de cobalt au Lualaba et au Haut-Katanga. La formation du Personnel du projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et des jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT) s'est clôturée jeudi 29 août à Kolwezi (Lualaba). Ce projet vise la réinsertion sociale de 15.000 enfants et jeunes travaillant dans les sites miniers de cobalt au Lualaba et le Haut-Katanga. « L'autre garantie, c'est la disponibilité des fonds qui ont été mobilisés au niveau la Banque africaine de développement, mais aussi l'engagement du gouvernement central à travers les ministères des Affaires sociales et des Finances ». En outre, ce projet de cinq ans sera mis en œuvre par un organisme public, le Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), qui est le seul établissement public qui s'occupe du bien-être de la population.

Mgr Paluku : « Antonio Guterres a entendu les cris de la population qui vit dans cette région ». « C'est une grande visite, comme unique en son genre. C'est une visite de solidarité. Il a entendu les cris de la population qui vit dans cette région et qui était fortement éprouvée par cette épidémie et l'insécurité. Nous remercions tous ces experts expatriés qui ont laissé leurs pays au risque de perdre eux-mêmes leurs vies pour venir nous aider. Notre gouvernement devrait faire autant ou plus que ça (...) Plus de détermination et plus de volonté politique. Personnellement, je me sens honteux de voir que

c'est l'ONU qui semble rassurer davantage la population que notre Etat. Nous espérons que, comme il y a alternance, que les choses vont s'améliorer. Nous avons entendu trop de promesses que nous pouvons prendre comme un programme conseillé » Mgr Melchisédech, évêque de Butembo-Beni.

Antonio Guterres : « Il y a un vent d'espoir qui souffle en RDC ». « Dans les deux jours que j'ai passés dans le Nord-Kivu, j'ai pu constater qu'il y a un vent d'espoir qui souffle en RDC, qu'il y a une opportunité à saisir. Et mon appel à la communauté internationale toute entière, c'est qu'elle puisse s'unir pour appuyer le peuple congolais et pour appuyer les autorités congolaises pour que cette opportunité soit saisie, se transforme dans le renforcement des institutions, dans le développement durable et inclusif, dans la sécurité, dans la réponse aux problèmes humanitaires (...) J'étais au Nord-Kivu et j'ai pu voir la dimension de la menace des ADF et de ses actions terroristes intolérables face aux populations congolaises. Nous sommes convenus que la Monusco va renforcer sa capacité d'action vis-à-vis des ADF et va renforcer aussi sa coopération avec les Fardc pour mieux répondre aux préoccupations sécuritaires des populations face à cette menace qui non seulement est congolaise, mais vraiment une menace internationale », a affirmé Antonio Guterres ce lundi 2 septembre à l'issue de l'audience que lui a accordée le Président Félix-Antoine Tshisekedi.

« Le traitement qui peut guérir Ebola est un changement radical », estime Antonio Guterres. « Nous avons aujourd'hui sur terrain une présence robuste de l'OMS, de l'UNICEF et d'autres agences onusiennes. Il y a un travail exceptionnel de détection des cas, il y a une vaccination très importante, il y a des centres de dépistage et de traitement que j'ai visités, ... et il y a maintenant un traitement qui peut guérir Ebola. Et ça c'est un changement radical. Aujourd'hui nous avons la capacité de guérir Ebola, pas seulement de le prévenir avec la vaccination, mais de guérir les malades d'Ebola (...) Dans le domaine d'Ebola, il faut reconnaître que les engagements pris par les pays donateurs correspondent jusqu'à la fin de l'année plus ou moins aux besoins existants. Mais il faut transformer les engagements en paiements effectifs. Et là, nous n'avons eu jusqu'à présent que 15% de nos besoins jusqu'à la fin de l'année. Dans une action humanitaire normale, il n'y a pas de problème s'il y a un retard d'une semaine. Dans le cadre d'Ebola, une semaine sans ressources, une semaine sans réponse, ça ne veut pas dire qu'on perd une semaine, ça peut dire qu'on perd la guerre avec Ebola (...) Nous allons organiser avec le gouvernement congolais, en novembre, une conférence qui s'adresse non seulement au problème d'Ebola, mais aussi aux problèmes des services médicaux, les services de santé de base. Parce qu'il nous faut avoir une capacité de répondre simultanément, de façon plus efficace non seulement à Ebola, mais aussi à la rougeole, à la malaria, au choléra et à tous les autres problèmes de santé de base du peuple congolais », s'est réjoui Antonio Guterres.

Les élèves reprennent le chemin de l'école. Les élèves de la RDC ont repris le chemin de l'école ce lundi 2 septembre après deux mois des vacances. Mais chaque coin du pays a sa particularité.

La gratuité de l'enseignement sera « définitive et intégrale dans quelques mois », promet Tshisekedi. « Je sais que la mesure ne prend pas à certains endroits. Mais ça sera une mesure qui sera définitive et intégrale dans quelques mois. Vous savez qu'on a pris des choses en cours de route. On n'avait pas de gouvernement, on n'avait pas de budget, ... le temps de mettre tout ça en branle, ça sera fait. C'est mon objectif primordial. Le Congo est capable de lever de tels fonds. Et on le fera », a promis Félix Tshisekedi. Il a, ce même lundi, inauguré les bâtiments réhabilités de l'Institut Mokengeli, à Lemba.

Ituri : 3 nouveaux cas d'Ebola confirmés à Mambasa. Ces cas portent à dix le nombre des malades enregistrés dont quatre sont décédés en l'espace d'une semaine dans ce milieu. Au total, note-t-il, 36 cas d'Ebola dont 14 décès sont déjà enregistrés depuis le mois de juillet dans la même zone de santé.

Haut-Lomami : 218 personnes sont mortes de la rougeole en deux semaines (Ocha). La province du Haut-Lomami reste l'une des provinces de la RDC les plus affectées par l'épidémie de rougeole, s'inquiète Ocha. Selon l'agence onusienne, 85% des décès concernent les enfants âgés de zéro à 5 ans. L'expansion de la maladie, explique Ocha, est due à l'absence de la vaccination ainsi qu'aux difficultés de prise en charge médicale des cas de rougeole.

Le contrôle de l'exploitation des ressources naturelles devrait être l'action prioritaire de l'Etat (Antonio Guterres). « Si je pouvais choisir une priorité pour l'action du gouvernement et l'appui de la communauté internationale, cette priorité serait le contrôle par l'Etat de tout ce qui se passe du point de vue de l'exploitation des ressources naturelles », a affirmé Antonio Guterres. Selon lui, ce contrôle pourrait non seulement augmenter les recettes de la RDC, mais il mettrait aussi fin aux financements « illégaux et horribles dont bénéficient les groupes armés et les terroristes ». « J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les leaders parlementaires et du gouvernement, de la majorité et de l'opposition et avec madame la Présidente [de l'Assemblée nationale]. Et de dire combien je considère que le travail du Parlement est essentiel pour que ce vent d'espoir qui souffle dans ce pays puisse se concrétiser dans un avenir radieux pour le peuple congolais.

Abbé Nshole à Guterres : les élections en RDC sont à améliorer. « Sur la démocratie, on a reconnu les avancées, l'alternance qu'on a au sommet de l'Etat, les élections, bien qu'au prix de beaucoup de sacrifices. Ce qu'il faut améliorer : les élections avec le cycle électoral qui n'est pas encore fini. Le droit de manifestation publique où il y a encore des choses à faire », a dit l'Abbé Nshole, lors de la restitution devant la presse du contenu du mémo rendu à Antonio Guterres. Dans leur document, le secrétaire général de la CENO indique que quatre points ont été abordés lors de l'échange avec M. Guterres. Il s'agit de la Paix et sécurité, de la démocratie, du développement et de la crise humanitaire.

Mardi 3 septembre.

Beni : rentrée scolaire sur fond d'insécurité et de l'épidémie d'Ebola. Certaines écoles de la commune rurale d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, sont restées fermées et d'autres occupées par les déplacés au premier jour de la rentrée. Les parents d'élèves dont la plupart sont des déplacés ont débuté l'inscription de leurs enfants le 2 septembre. De longues files d'attentes sont observées devant les directions de plusieurs écoles situées au centre et à l'Ouest de cette commune rurale. Par contre, dans la partie Est d'Oicha touchée par les attaques ADF, plusieurs écoles sont restées fermées. C'est le cas des écoles secondaires Mupe et Mgr Kahongya ainsi que de l'école primaire Mamiki. Les écoles primaires Mwangaza, Adonga et Masosi ainsi que les instituts Mabalako, Mukakira et Kikongo, situés dans le quartier Pakanza à l'Ouest de cette commune sont occupées par les déplacés.

Antonio Guterres : « La Monusco a contribué à éviter le pire en RDC ». Dans une interview exclusive accordée lundi 2 septembre à Radio Okapi, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies affirme saluer un esprit de coopération excellent qui règne désormais entre l'ONU et la RDC. De son entretien avec le président Felix Tshisekedi, il retient l'existence d'une vraie volonté de mener des réformes afin que la paix revienne et que les richesses congolaises puissent bénéficier à la population. Le chef de l'ONU évoque au cours de cette interview la révision stratégique pour que la Monusco puisse travailler encore mieux pour éradiquer, avec les Fardc, les groupes armés qui écument la partie orientale de la RDC.

Kwango : la population de Panzi confrontée à la difficulté d'approvisionnement en eau potable. Cette cité comprend plusieurs sources d'eau mais aucune d'elle n'est aménagée pour obtenir de l'eau potable. « Avec une population estimée à 12 840 habitants, les sources d'eau sont de plus en plus polluées. D'où la recrudescence de maladies diarrhéiques », explique Apollinaire Yumba. Les habitants de Panzi se plaignent des difficultés qu'ils rencontrent pour s'approvisionner en eau potable.

Ouverture d'un atelier pour faire profiter aux Congolais les opportunités du numérique. Le but de ces assises : réfléchir sur comment lutter contre la pauvreté en faisant profiter aux Congolais les opportunités qu'apporte le numérique. « Le numérique permet d'optimiser le processus en termes de gestion. En RDC, nous avons un grand déficit en termes de gestion et cela affecte les résultats socioéconomiques depuis de nombreuses années. Grâce au numérique, nous pouvons nous doter des bases des données pouvant rendre l'administration plus efficiente. Il va nous permettre de nous doter d'un registre national intelligent. Le numérique permet de maximiser les recettes fiscales. C'est grâce à cela que nous pourrions mettre en œuvre le programme du chef de l'Etat », a expliqué Dominique Migisha, le conseiller spécial du chef de l'Etat en charge du numérique.

Goma : les Fardc présentent 172 armes récupérées auprès des présumés bandits, en territoire de Rutshuru. « Nous avons toujours dénoncé la collaboration qu'il y a entre la population et les groupes armés. Vous allez voir que parmi les inciviques sur qui nous avons mis la main, il y a même ceux à qui les FDLR avaient donné la mission de payer des armes pour leur compte. C'est ici le lieu de lancer un message fort à tous ceux qui détiennent illégalement des armes, mais aussi à tous ceux qui les appuient de loin ou de près, qu'au regard des moyens matériels et humains mis à la disposition des Fardc par le commandant suprême, aucune place ne sera laissée pour ces détenteurs d'armes à feu », avertit le major Guillaume Ndjike.

« Il n'y a pas d'expulsion en vue des Congolais vivant en Afrique du Sud », assure l'ambassadeur Bene Mpeko. Il réagissait aux rumeurs distillées à travers les réseaux sociaux sur une prétendue expulsion annoncée des Congolais d'Afrique du Sud. « Je ne suis pas au courant de cette rumeur. Il y a beaucoup de choses qui circulent dans les réseaux sociaux. Ça ne veut pas dire que l'information est crédible. L'expulsion des ressortissants étrangers à partir d'un pays donné doit se passer par des procédures d'usage. C'est-à-dire pour qu'un citoyen congolais soit expulsé, on doit d'abord faire intervenir l'ambassadeur ou l'ambassade pour s'assurer que la personne est réellement de nationalité congolaise. Ça ne se fait pas de façon arbitraire. Et puis, on informe l'ambassade sur les faits qui leur sont reprochés, pourquoi ils sont expulsés. Donc il n'y a pas de telles procédures en cours au moment où nous parlons », a expliqué Bene Mpeko. Selon lui, il y a un

problème général entre les sud-africains et certains ressortissants africains qui sont dans la criminalité, les vendeurs de drogues ...

Avec Antonio Guterres, Lamuka a évoqué la nécessité d'une réforme de la Cour constitutionnelle et de la Ceni. Pierre Lumbi qui conduisait cette délégation de l'opposition a estimé que les élections de décembre 2018 étaient un gâchis. La délégation de la coalition FCC-CACH, par contre, s'est félicitée de l'alternance issue des élections qu'elle a jugées démocratiques et de la bonne marche des institutions.

Irumu : la population sensibilisée sur la culture de la paix. Deux leaders de la communauté Bira, notamment le chef de la chefferie des Andisoma et le député national honoraire Pascal Ndudanga Kavarios sensibilisent depuis dimanche 1er septembre la population sur la culture de la Paix dans le sud du territoire d'Irumu. Ces notables appellent la population à se désolidariser de toute idée de création de groupe armé. Ils appellent les habitants de ce coin à collaborer avec les services de sécurité pour dénoncer ceux qui veulent créer une rébellion dans leurs entités.

Beni : les policiers appelés à collaborer avec la population. « Nous demandons à la Police d'avoir confiance à sa population, de l'aimer, d'échanger avec elle, et de mettre fin aux tracasseries policières. Les patrouilles policières n'ont pas pour objectif de déranger la population. La population doit vaquer librement à ses occupations, 24h/24 », a dit le général Yav. Sécuriser la population et leurs biens, mais également assurer la sécurité des agglomérations et villages conquis après les offensives des Fardc contre les groupes armés annoncées dans la région de Beni, sont les missions premières des policiers de la Leni, a rappelé le général. La Leni est une unité de la police nationale Congolaise spécialisée dans l'antiterrorisme.

Sylvestre Ilunga envisage « redresser la nation à partir de la base ». Sur le plan politique, défense et sécuritaire, le premier ministre s'engage à rétablir la paix et renforcer l'autorité de l'Etat notamment par la réconciliation nationale, le renforcement des capacités de l'armée et de la police ainsi que l'éradication des antivaleurs au sein de la justice congolaise. Pour matérialiser cette vision, le gouvernement projette l'organisation d'un forum national de réconciliation, la conclusion d'un pacte de paix avec les autorités coutumières de la RDC, le rapatriement du corps du feu président Mobutu Sese Seko et de celui du feu Premier ministre, Moïse Tshombe, a promis M. Ilunga. Sylvestre Ilunga affirme être venu solliciter non seulement la confiance des députés, mais aussi leurs consciences.

Mercredi 4 septembre.

Les agents de la MIBA demandent le limogeage du comité de gestion de cette entreprise. Ils accusent les membres du comité de gestion et du conseil d'administration de mauvaise gestion et dénoncent l'impunité dont bénéficient « ceux qui portent préjudice à la survie de l'entreprise. ». « Nous dénonçons des cas flagrants des vols des diamants. Ceux qui volent ne sont pas punis et ceux qui décrient sont inquiétés », s'étonne Eugene Badibanga Kabongo, vice-président des forces syndicales congolaises (FOSYCO). « S'il y a de l'argent qui entre, qu'il provienne de la location des bâtiments, ou issu des différents contrats, le travailleur ne se retrouve pas. Le dernier cas en date, sont les 5 millions USD que nous a donnés la Générale des carrières des mines (GECAMINES), nous ne savons pas où est parti cet argent », affirme Eugène Badibanga.

Kananga : les commerces des fournitures scolaires ne désemplissent pas. Alors que les cours ont repris 2 septembre dans les écoles, les commerces qui proposent des fournitures scolaires ne désemplissent pas à Kananga. Des parents continuent de sillonner les rues marchandes de la ville pour acheter des objets scolaires afin que leurs enfants reprennent le chemin de l'école. Les commerçants se frottent les mains. Les achats de dernière minute sont une aubaine pour eux.

Beni : Me Omar Kavota invite l'ONU à reconfigurer la force de la Monsuco pour l'adapter à la menace terroriste. Au cours sa visite en RDC, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a qualifié les ADF comme groupe terroriste, avant de réaffirmer l'engagement de l'ONU pour son éradication. Pour Me Omar Kavota, notable de Beni, ancien coordonnateur du Centre d'études pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) cette déclaration du chef de l'ONU constitue un grand avancement dans la lutte contre les ADF, qui continuent à semer l'insécurité dans la région de Beni. « Nous pensons que Mr. Guterres va tout faire en termes de ré-ajustage, en sorte que la logistique nécessaire soit (accordée) à FIB (Force d'intervention des Nations unies) et les hommes de troupes adaptés avec l'expertise avérée dans la lutte contre le terrorisme », a-t-il affirmé.

55 miliciens Raia Mutomboki déposent les armes à Walikale. « Sur le plan sécuritaire, cela donne une bonne image à tous ceux qui continuent de rester dans la forêt. Tout le monde a apprécié leur courage de se rendre volontairement. C'est pour répondre à l'appel du chef de l'Etat. Nous sommes très ravis et cela montre qu'il y a la paix maintenant qui est dans

nos murs», a indiqué l'administrateur du territoire de Walikale, Sukisa Ndayabadje. « La population est vraiment fatiguée de la guerre ! J'en appelle à tous les groupes armés de prendre l'exemple de ces frères, Raia Mutomboki, qui se sont rendus suivant l'appel du chef de l'État et de se rendre volontairement comme des patriotes congolais », a-t-il poursuivi. D'après Sukisa Ndayabadje, cette reddition est aussi le fruit de la sensibilisation menée par les autorités territoriales et locales.

Jean-Pierre Lacroix favorable à une consolidation de la paix au Sud-Kivu. Le secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, séjourne depuis mardi 3 septembre au Sud-Kivu : « Je suis allé dans la zone de Kalehe, qui connaît un certain nombre des problèmes sécuritaires. Nous irons dans d'autres zones du Sud-Kivu pour examiner la situation avec nos collègues de la Monusco mais aussi avec la population et ses représentants, examiner d'une manière très concrète ce qui peut être fait pour accélérer et aider le retour de l'Etat, la présence accrue notamment des Fardc », a expliqué Jean-Pierre Lacroix. Il a aussi réaffirmé l'appui de l'ONU au processus de démobilisation, désarmement, réinstallation et réinsertion (DDRR) des miliciens.

Kananga : les Congolais retournés d'Angola demandent l'assistance des autorités. Des centaines de familles déjà à Kananga se trouvent au terrain de la paroisse Notre Dame dans la commune de Katoka et disent avoir tout perdu. Ils attendent des autorités des espaces pour habiter et les moyens de survie. Ces retournés veulent également inscrire leurs enfants à l'école. Ils déclarent avoir reçu du gouvernement provincial - lors de leur retour - une « petite enveloppe » pour chaque famille, qui leur a permis de se prendre en charge jusqu'à leur arrivée à Kananga. Ils disent n'avoir plus rien. Ils voudraient également voir les humanitaires les approvisionner en eau potable sur le site et construire pour eux des toilettes. Entre-temps, le mouvement de retour des Congolais réfugiés en Angola continue.

Kongo-Central : le ministre provincial de l'Intérieur assure l'intérim du gouverneur convoqué à Kinshasa. Le vice-premier ministre intérimaire chargé de l'Intérieur, Basile Olongo a désigné le ministre provincial de l'intérieur du Kongo-Central, Marcel Matumpa, pour assurer l'intérim d'Atou Matubuana, le gouverneur de cette province. Ce dernier et le vice-gouverneur, Justin Luemba, impliqués dans un scandale sexuel qui a récemment éclaté au Kongo Central séjournent à Kinshasa sur convocation de Basile Olongo. « La justice s'est saisie du dossier et le gouverneur et son vice sont justiciables devant la Cour de cassation. Pour ne pas faire obstruction à la justice, je les ai convoqués pour consultation », a indiqué mercredi le ministre intérimaire de l'Intérieur, Basile Olongo.

Kinshasa : un responsable de l'UDPS escroque la population en monnayant des prétendus emplois ; Joseph Mutombo, président sectionnaire du district de la Tshangu de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDSP), recrute des personnes moyennant 5 000 Fc (3 USD) en leur promettant de l'emploi. « Il s'agit de l'escroquerie », a dénoncé le secrétaire général du parti présidentiel, Augustin Kabuya. Il invite la population à éviter « la comédie » et promet des sanctions à l'encontre de son subalterne.

Jeudi 5 septembre.

Gratuité de l'enseignement : les écoles de Beni n'ont pas reçu les frais de fonctionnement. Plusieurs écoles de la ville de Beni au Nord-Kivu n'ont pas encore reçu les frais de fonctionnement, indique le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), deux jours après la rentrée scolaire 2019-2020. Ce mouvement citoyen se dit inquiet quant à l'application effective de la gratuité de l'enseignement primaire.

« D'après notre enquête, nous n'avons pas l'espoir parce qu'on n'a pas majoré les frais liés au fonctionnement du bureau des directeurs, par exemple. Avant on donnait 45 000 Francs congolais (24 USD). Cette somme ne pourra pas suffire selon les directeurs, parce qu'elle était suppléée par les frais payés par les parents. Aujourd'hui, le directeur ne perçoit que ces 45 000 FC, ça veut dire que cet argent ne pourra servir qu'à l'achat d'un carton de craies », explique Jacques Sinzahera, militant de la Lucha. « On s'attendait que le gouvernement, le ministère provincial ou national de l'Enseignement envoient par exemple 10 cartons de craies à chaque école, chose qui n'est pas faite. Autre inquiétude, nous arrivons dans des écoles, les directeurs n'ont pas reçu même une boîte des stylos pour le fonctionnement de leurs bureaux », déplore Jacques Sinzahera. Il craint désormais que les directeurs d'écoles ne commencent à chasser les élèves, d'ici un à deux mois. Toutefois, il félicite les responsables des écoles qui appliquent la mesure de la gratuité, en attendant que le gouvernement ne leur dote des frais de fonctionnement. A Kinshasa, dans près d'une dizaine d'établissements visités mercredi 4 septembre, Radio Okapi, a constaté que les cours ne se donnent pas. Un des responsables d'écoles, s'exprimant sous couvert d'anonymat, déclare qu'ils attendaient que les autorités leur dotent les moyens de fonctionnement.

Justicia ASBL accuse la CENI « de chercher à effacer des données dans les machines à voter ». Timothée Mbuya, coordonnateur de Justicia ASBL affirme avoir des preuves. Il cite notamment le déploiement à travers le pays de plus ou moins 300 agents de la Ceni. Une source au sein de la Ceni, sous couvert de l'anonymat, rejette ces allégations. D'après

elle, il s'agit plutôt d'une mission qui a pour but de faire l'inventaire physique de tout le matériel de la Ceni à travers le pays.

Grève des professeurs : l'APUKIN se prononce vendredi. Selon l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa, l'assemblée générale de vendredi prochain va évaluer les différentes rencontres que ses délégués ont eues avec le président de la République. Il s'agira notamment de juger le niveau d'exécution du protocole signé par leur comité exécutif et le gouvernement concernant l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. Selon la même source, les professeurs pourront décider s'il faudra reprendre les enseignements ou pas, seulement à l'issue de cette réunion. Ce mouvement de grève à l'Unikin était à la base des manifestations des étudiants. Ces derniers demandaient aux autorités de trouver rapidement des solutions aux revendications de leurs enseignants afin que les cours reprennent.

Sud-Kivu : 3 membres d'une famille tués par un militaire, à Kasheke en territoire de Kalehe. Ce soldat des Fardc est entré par effraction au domicile des victimes tuant la mère et deux de ses enfants. Il a ensuite blessé le père et un de ses garçons avant de prendre la fuite. Le soir, les forces de sécurité en patrouille à Lemera ont mis la main sur le meurtrier.

Christophe Lutundula : « Le CNSA ne doit plus exister ». A ce jour, les activités du Conseil national de suivi de l'Accord de la St Sylvestre et du processus électoral (CNSA) doivent normalement revenir aux institutions nationales et provinciales classiques déjà installées, selon le député Lutundula. L'opposition doit attendre le gouvernement Ilunga sur le dossier de la réforme du système électoral ; « notamment en ce qui concerne la loi électorale, la Ceni, la Cour constitutionnelle, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), la Commission nationale des droits de l'homme ».

Sud-Kivu : 150 notables de Mwenga s'engagent à soutenir les efforts de prévention et de riposte contre Ebola. Le Sud-Kivu a enregistré les premiers cas d'Ebola à Mwenga, région difficile d'accès, à partir du 17 juillet. Les leaders et notables de cette région se montrent encore moins impliqués dans les efforts de la riposte contre la maladie à virus Ebola. D'où l'organisation de cette table ronde. Un acte d'engagement et un plan d'action et de résilience à mener afin d'appuyer les efforts de prévention et de riposte contre la maladie à virus Ebola à Mwenga, ont été validés à la fin de ces assises.

Tanganyika : Ocha a enregistré 110 incidents sécuritaires en août. Dans sa note d'information du 29 août 2019, Ocha a également recensé 1 346 incidents de protection de janvier à juin 2019 dans le Tanganyika. Cette situation entraîne la détérioration de la situation sécuritaire, en particulier dans les territoires de Kalemie et Nyunzu.

Ituri : « Radjabho Tebabho » n'est pas lié à un mouvement insurrectionnel, réagit son parti politique. Le parti politique Congolais unis pour le changement (CUC) dément la supposée liaison de son président national et candidat à l'élection présidentielle de 2018, Radjabho Tebabho Soborabo avec un mouvement insurrectionnel en gestation en territoire d'Irumu. Ce parti fait allusion à un avis de recherche lancé depuis la semaine dernière par l'armée qui soupçonne certaines personnalités de l'Ituri, dont le chef du parti CUC, de vouloir déstabiliser cette province.

Le gouvernement alloue 843.499 USD pour lutter contre l'épidémie de la rougeole. Cette épidémie sévit dans 75 zones de santé. L'enveloppe disponible va permettre de vacciner 2.292.000 enfants âgés de 6 et 59 mois, selon la même source.

Kananga : le gouverneur nomme un nouveau maire et cinq bourgmestres. Le gouverneur de la province du Kasai Central a désigné de nouvelles personnes à la tête de la ville de Kananga, à titre intérimaire, après la suspension du maire sortant et de son adjoint sur décision du ministre de l'Intérieur. Cité dans un rapport d'enquête de la commission parlementaire de l'assemblée provinciale du Kasai-Central sur le détournement des biens publics, le maire de Kananga suspendu indique avoir déposé tous les dossiers au parquet pour que les choses soient clarifiées. Cette suspension concerne également les administrateurs de tous les cinq territoires du Kasai-Central dont Demba, Dibaya, Dimbelenge, Kazumba, et Luiza.

Sud-Kivu : l'Allemagne fait un don de 400 000 USD pour la réparation des préjudices causés aux victimes des viols, soignées à l'Hôpital de Panzi. Selon Heiko Maas, cette somme permettra de lutter contre les violences sexuelles faites aux femmes dans les zones de conflit en RDC. Il s'agit notamment de soutenir la fondation du Dr Denis Mukwege, qui apporte son appui aux victimes des violences sexuelles qui traduisent en justice leurs bourreaux. Ces fonds sont le résultat du plaidoyer du prix Nobel Denis Mukwege au Conseil de sécurité des Nations unies en faveur des victimes des violences sexuelles.

Environ 900 miliciens FRPI pré-cantonnés à Azita, en chefferie de Walendu Bindi au sud d'Irumu. Depuis environ un mois, les miliciens de la FRPI rejoignent progressivement le site de pré-cantonnement d'Azita, à 5 kms de Gety. Le chef de bureau de STAREC en Ituri, Jean Marc Mazio, précise qu'environ 900 miliciens sont déjà enregistrés sur 1500 attendus, tels qu'annoncés par leurs leaders. Ces derniers procèdent à la sensibilisation de certains miliciens dubitatifs. Ils parcourent des villages pour les persuader à rejoindre le site. Jean Marc Mazio se dit satisfait de l'évolution du processus. Selon lui, la phase de négociation a déjà commencé entre le gouvernement et les responsables des FRPI. Les deux parties discutent sur le cahier des charges de cette milice, qui exige notamment l'amnistie et l'octroi de grades à certains leaders qui veulent intégrer l'armée. Cette étape va permettre de passer à la dernière phase de désarmement et démobilisation de ce groupe armé.

Nord-Kivu : les Mai-Mai sèment la terreur à Chabirimu et Chanika. « Ils (miliciens) sont en train de commettre beaucoup d'exactions et là où ils sont en train de passer, ils enlèvent les gens et extorquent les biens et voire même pillent certains animaux dans les domaines. Et donc cette présence cause la terreur au sein de la population. On est en train d'informer la hiérarchie pour qu'elle puisse renforcer les éléments Fardc et voire même la PNC dans le milieu. Parce que ces gens circulent librement, alors qu'ils sont armés jusqu'aux dents. » Ces miliciens ont kidnappé certains pêcheurs sur le lac Edouard, précisément à côté du port de Kisaka.

Kananga: un site identifié pour accueillir temporairement les ex-refugiés revenus d'Angola. Le HCR et ses partenaires évaluent la viabilité d'un site situé à environ 17 kms de Kananga qui a été choisi pour accueillir temporairement le groupe de Congolais, retournés spontanément d'Angola, qui sont regroupés actuellement près de la paroisse Notre Dame à Kananga. Ces personnes se plaignaient depuis plusieurs jours de leurs conditions de vie à proximité de cette paroisse catholique. «Les autorités provinciales sont très mobilisées. Elles ne sont évidemment pas satisfaites des conditions des gens. J'ai eu une réunion très fructueuse avec le gouverneur hier», fait savoir le chef de la sous-délégation du HCR à Kananga, Frederic Cussigh. Ces ex-refugiés sont environ 3 000. Ils font partie des 14 000 Congolais qui sont rentrés spontanément d'Angola depuis mi-août par le poste frontalier de Kalamba Mbuji au Kasai-Central.

Sud-Ubangi : des hommes armés emportent 82 500 USD après le braquage d'un convoi de la Caritas. « Le convoi qui transportait de l'argent pour la partie Sud du diocèse a été escorté par nos agents commis pour la paie. Arrivé à 4 km de la paroisse de Bobito, le convoi était attaqué par des hommes en mains armées. Ils ont tiré sur les roues de derrières pour trouser et prendre le véhicule. Ils ont maîtrisé les gens qui étaient à l'intérieur et emporté des sacs d'argent évalués à environ 132 millions de Francs congolais. Mais ce sont les 132 millions qui ont été emportés, le reste est un montant qui peut avoisiner les 800 millions de Fc », précise l'Abbé Edgard Nduma.

Lubumbashi : le consulat de l'Afrique du Sud assiégé, en représailles aux violences xénophobes. Selon l'ASBL Justicia ces personnes en colère, s'insurgent contre les violences de xénophobie qui ont éclaté dimanche 1er septembre soir à Johannesburg, la principale ville sud-africaine, avant de s'étendre à la capitale Pretoria, indique le quotidien français Le Monde. D'après le témoignage de Me Thimoté Mbuya de l'ASBL Justicia, ces manifestants ont tenté sans succès d'incendier le consulat et se sont mis à piller les magasins appartenant aux sujets sud-africains. Il indique que les dégâts ont été limités grâce à l'intervention de la police. « Tout porte à croire que si la situation en Afrique du Sud ne s'améliore pas, les gens vont s'en prendre à tout ce qui appartient à l'Afrique du Sud, et cela risquerait de dégénérer », prévient Me Timothée Mbuya. A en croire le journal Le Monde, des dizaines de magasins, appartenant principalement à des étrangers, ont été pillés, et des camions brûlés dans la province du KwaZulu-Natal (est). Selon un dernier bilan de la police jeudi, au moins sept personnes ont été tuées et plus de 400 arrêtées. La nationalité des victimes n'a pas encore été communiquée. La situation continuait à se normaliser jeudi, après une nuit de mercredi à jeudi relativement calme, ajoute le média français.

Ebola : les États-Unis accordent une aide supplémentaire de plus de 21 millions de dollars. Cela élève le total du financement par l'USAID pour les mesures de réponse au virus à près de 158 millions de dollars depuis le début de l'épidémie en août 2018, y compris pour les activités de préparation régionale dans les pays voisins. À travers ce financement, les États-Unis œuvrent avec leurs partenaires pour fournir une assistance vitale, dont des mesures de prévention et de lutte contre les infections dans les centres de soins, une surveillance de la maladie améliorée, des formations pour les agents de santé et les communautés, la promotion d'enterrements dignes et sécurisés, la distribution de nourriture pour soutenir les populations et des mesures pour impliquer les communautés touchées par Ebola.

La RDC veut faire du numérique le levier d'intégration et de progrès social. Selon la presse présidentielle, la vision du Chef de l'Etat se résume en 7 points : Introduction du Numérique dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux ; Etendre la culture du Numérique à toutes les couches sociales de la société congolaise et créer des conditions de connectivité de toutes les localités ; Faire une identification électronique de toute la population en vue de doter chaque

congolais et congolaise d'une carte d'identité biométrique ; Faire de la RDC le HUB électronique au cœur de l'Afrique ; Organiser en 2020, un Forum Panafricain dénommé "Africa Digital " : Mettre sur pied, à l'instar de l'ARPTC et le CSAC, le Conseil national du numérique ;Instaurer un système de Visa électronique d'entrée en RDC.

Vendredi 6 septembre.

Un Sud-Africain libéré par les Mai-Mai après 41 jours de captivité à Salamabila. Philip Botha, un sujet sud-africain travaillant pour la société BANRO, a été remis jeudi 5 septembre aux autorités provinciales du Maniema par ses ravisseurs. Il avait été capturé le 26 juillet dernier avec deux Congolais et un Mozambicain par les Mai-Mai Malaika à Salamabila. Le gouverneur du Maniema, Augustin Musafiri a salué l'appui de la population du territoire de Kabambare aux négociations entre les autorités et les Mai-Mai pour la libération de Philip Botha.

Ebola : des mesures prises pour renforcer la protection du personnel soignant. Le ministère de la santé, l'OMS, l'Unicef et leurs partenaires opérationnels viennent de mettre en place des mesures standardisées de prévention et de contrôle des infections pour le personnel soignant. « On a travaillé les modules sur l'hygiène respiratoire, l'hygiène des mains, la sécurité des injections. On a travaillé sur les affiches parce qu'on avait constaté que chaque intervenant pouvait avoir ses affiches avec des logos différents mais ici nous avons harmonisé, il y a des affiches standardisées avec les mêmes messages pour ne pas créer de la confusion », explique Dr Mangala. Le document destiné au personnel soignant sera utilisé pendant et après l'épidémie, et même dans les zones qui sont indemnes. L'objectif est de faire en sorte que ceux qui soignent les malades d'Ebola ne soient pas contaminés eux-mêmes et n'entrent pas dans la chaîne de contamination.

Kananga : une messe d'action de grâce en mémoire des victimes de la Nganza. Du haut de la chaire de cette paroisse catholique, Mirahm Mulumba, le coordonnateur de l'ONG « Je suis Nganza » a indiqué qu'à travers cette messe, les victimes de ces tueries réclament justice. Elles sollicitent l'implication de toutes les autorités politiques pour que les auteurs de ces actes répondent devant la justice. Me Dominique Kambala, le coordonnateur du Bureau de consultations gratuites (BCG), une structure du Barreau du Kasai-Central, juge nécessaire que les victimes de ces atrocités rentrent dans leurs droits. « Si la situation demeure telle qu'elle est, il faut voir dans quelle mesure déférer la situation de la Nganza à la Cour pénale internationale », suggère-t-il. Selon de nombreux témoignages, entre le 28 et le 30 mars 2017, des civils avaient été tués dans la commune de la Nganza, dans la ville de Kananga, en marge de la répression de la révolte Kamuina Nsapu, ce chef coutumier entré en rébellion contre les autorités gouvernementales à la suite d'un conflit de succession. La mort de ce chef - tué en août 2016 par les forces de l'ordre - avait déclenché une insurrection menée par ses sujets dans la région du Kasai. La Commission diocésaine de communication sociale de Kananga, une structure de l'église catholique, avait alors accusé les forces de l'ordre d'avoir tué les civils fin mars 2017 dans la commune de la Nganza, réputée bastion de la milice Kamuina Nsapu.

Zone de libre-échange africaine : Mamadou Issoufou sollicite le soutien de la RDC. Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, est en visite de travail à Kinshasa, ce vendredi 6 septembre, dans le cadre des consultations pour la mise œuvre de la zone de libre-échange économique africaine. Il a affirmé son besoin d'avoir le soutien de la RDC pour la réussite de ce grand projet de mise en place d'un marché africain unique de 1,2 milliard de consommateurs. Sur le plan bilatéral, le Niger et la RDC entretiennent « des très bonnes relations », a par ailleurs indiqué le président nigérien.

L'intelligence artificielle au cœur de la 5^e édition du forum Makutano. Durant deux jours, au moins 500 chefs d'entreprise venus de vingt pays africains vont échanger sur les questions relatives à l'intelligence artificielle, au changement climatique et à l'économie durable. Le Forum Makutano est le premier événement économique organisé par et pour des chefs d'entreprise de la RDC afin d'accélérer le développement du pays. Ce forum a été initié par la femme d'affaires congolaise Nicole Sulu.

L'Assemblée nationale a investi le gouvernement Ilunga. L'Assemblée nationale a investi, vendredi 6 septembre, le gouvernement de Sylvestre Ilunga, après avoir adopté son programme d'actions. 375 députés nationaux ont adopté ce programme sur les 379 présents à la séance plénière. Aucun n'a voté contre et quatre ont voté abstention. « Le programme qui vous a été décliné n'est pas parfait. Il a au moins l'ambition de faire renaître, dans le cœur de chaque congolaise, une nouvelle conscience et une nouvelle espérance », a espéré Sylvestre Ilunga. Mardi dernier, certains députés de l'opposition avaient qualifié le programme du gouvernement d'irréaliste et de chapelet de bonnes intentions. A ce sujet, le Premier ministre dit reconnaître et respecter le rôle démocratique de ces députés. Mais il a indiqué que son programme est « une vision de redressement de la RDC, coulée en formes de déclarations de politique générale ».

Les professeurs de l'Unikin suspendent leur grève. « L'Apukin, faisant confiance en la parole d'honneur du Chef de l'État de résoudre les revendications des professeurs, décide de la suspension de la grève et la reprise des activités au sein de

l'Université de Kinshasa », a déclaré Pr Makaba, le secrétaire rapporteur de l'Apukin. La grève des professeurs a été amorcée depuis le 7 août dernier. Les professeurs réclament notamment des meilleures conditions salariales et le remboursement du trop-perçu dans le crédit des véhicules accordés aux professeurs.

Goma : des femmes protestent contre la carence en eau potable face à la menace d'Ebola. Accompagnées par une fanfare, ces femmes, mobilisées par une dizaine d'organisations féminines de la ville de Goma, portaient leurs bidons vides et calicots sur lesquels on pouvait lire : « Nous réclavons de l'eau pour lutter contre Ebola ». « Parmi les mesures suggérées à la population affectée par l'épidémie d'Ebola, il a été demandé de se laver les mains ; pourtant plus de ¾ de la population de Goma et tout le territoire de Nyiragongo n'ont pas accès à l'eau potable », a dénoncé Passy Mubalama, coordinatrice nationale de l'ONG Action et initiative de développement pour la protection de la femme et de l'enfant.

Les députés de la coalition FCC-CACH saluent « la pertinence » du programme du gouvernement Ilunga. « Il y a eu une discussion objective au niveau de l'Assemblée nationale. Nous nous sommes rendus compte que ce programme est un mixage du programme CACH et FCC. Il a l'avantage de mettre au centre de sa préoccupation le crédo de l'UDPS : le peuple d'abord », a affirmé Fabien Mutomb de l'UDPS. Pour sa part, les députés non-alignés, aussi se disent satisfaits par les réponses du Premier ministre. « J'ai été satisfait parce que c'est une vision panoramique. Le Premier ministre de la situation générale de notre pays. Le Premier ministre nous a expliqué comment il faut résoudre tous ces problèmes, en tenant compte des observations que nous avons faites, et maintenant, on va le juger », a indiqué Henri-Thomas Lokondo.

Samedi 7 septembre.

La Monusco prête à « intensifier les actions conjointes » avec les Fardc contre les ADF. « J'aimerais emphatiser que nous, la Monusco, sommes prêts à soutenir les Fardc dans (leurs) opérations et nous sommes également prêts à intensifier les actions conjointes, telles que les opérations offensives contre les ADF », a assuré Omar Aboud, le chef de bureau de la Monusco dans le grand-Nord. Les deux parties ont examiné comment coordonner efficacement leurs efforts sur le terrain. « Nous sommes convaincus que le général Ichaligonza apporte avec lui l'expérience et la connaissance de la zone, nécessaires pour lutter contre l'insécurité dans le Grand Nord, notamment contre les ADF », a estimé Omar Aboud.

Bunia : plus de 50 maisons détruites après la pluie, et plusieurs biens emportés par les eaux de la rivière Nyamukau, ayant quitté son lit à la suite de pluies qui se sont abattues vendredi 6 septembre dans la ville de Bunia (Ituri). Plusieurs familles se retrouvent sans abri et exposées aux intempéries. Pour prévenir ces dégâts qui sont cycliques, le maire de Bunia recommande aux services spécialisés de retirer les titres fonciers des parcelles situées le long de la rivière. Parmi les victimes de ces dégâts, il y a également certains déplacés de Djugu, qui vendaient des roseaux. Ces derniers ont été emportés par les eaux au marché du pont Muchanga.

Bunia : 30 militaires et civils écopent de 2 à 15 de prison. Selon le greffier principal de cette cour, ces personnes ont été reconnues coupables de crime contre l'humanité par viol et pillage, violences sexuelles et d'autres infractions de droit commun. Onze autres dossiers pour crime de guerre, dont les prévenus ont été transférés à la prison d'Angenga dans la province de l'Equateur, sont renvoyés à une date ultérieure. Ces verdicts ont été rendus lundi dernier et jeudi 5 septembre, après des audiences en chambre foraine qui ont duré 19 jours. Les juges se sont prononcés sur vingt-huit dossiers en appel. Ce procès a été organisé grâce au financement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Kananga : trois bénéficiaires de la grâce présidentielle de nouveau condamnés à mort. Le tribunal militaire garnison de Kananga, siégeant en procédure de flagrance, a condamné neuf personnes de 20 ans de servitude pénale principale à la peine capitale. Seule la prévenue Mado Binyenya a été acquittée sur le banc pour insuffisance de preuves, sur les dix personnes poursuivies pour vol à mains armées et association de malfaiteurs. Le chef de cette bande, Ngalumulume ainsi que David Mansaka Mansaka et Kalonji Kalonji, eux, ont été condamnés à la peine de mort. Ils ont été reconnus coupables de vol à mains armées, association de malfaiteurs et viol. Il s'agit de trois récidivistes, qui étaient sortis de prison il y a quelques mois à la faveur de la grâce présidentielle.

Des hommes armés tuent deux personnes à Djugu. Les deux personnes tuées se trouvaient dans leurs champs au village Nongo, secteur de Banyari-Kilo. Subitement, elles ont été entourées par huit assaillants. Ces hommes armés ont pris en otage ces agriculteurs. Ils les ont emmenés au village de Gutsi, dans le secteur de Walendu Djatsi, où ils les ont exécutés. Huit autres assaillants, munis de fusils et d'armes blanches, ont fait incursion dans la nuit de vendredi à ce samedi 7 septembre au village de Ndjaudha, secteur de Walendu Djatsi. Ils ont pillé des vivres et autres biens dans plusieurs maisons. Ils ont ensuite appréhendé quatre femmes et deux jeunes pour acheminer leur butin en brousse. La population locale déplore l'absence des Fardc, qui justifie l'activisme de ces assaillants dans la zone.

La RDC mobilise les bailleurs de fonds pour la Conférence internationale sur la paix et les investissements. Cette conférence, prévue le 27 septembre à New-York, est organisée par le Comité exécutif du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba (MNS)/ « L'objectif poursuivi est de présenter les projets intégrateurs et mettre la communauté internationale devant ses responsabilités ; puisque cette communauté a pris l'engagement d'investir un milliard de dollars dans les efforts de la paix. Et aujourd'hui, nous avons compris qu'il n'y a pas de paix sans développement et il n'y a pas de développement sans paix. Pour avoir ce développement, nous avons besoin d'investissements et ces investissements vont amener vers la paix », a expliqué Claude Ibalanky.

Nord-Kivu : la société civile dénonce des tracasseries policières à Buleusa. La société civile du groupement d'Ikobo, à cheval entre le territoire de Walikale et le sud de Lubero (Nord-Kivu), a condamné vendredi 6 septembre des violations de droits humains perpétrées par certains membres des services de sécurité basés à Buleusa, contre la population civile. Arrestations arbitraires, détentions illégales suivi d'amendes exorbitantes, travaux forcés et extorsions sont de plus en plus fréquents ces deux derniers mois, indique la société civile d'Ikobo. Contacté par Radio Okapi, le commandant du commissariat de la PNC à Buleusa, Funga Breck, a rejeté ces allégations ; les qualifiant tout simplement de non fondées. Mais, la société civile locale a demandé à la hiérarchie militaire et policière de diligenter une enquête sur ces faits. Une fois avérés, selon elle, les auteurs de ces actes devraient être mutés ailleurs et répondre de leurs actes devant la juridiction compétente.

Dimanche 8 septembre.

« Maintenant, on doit se mettre au travail », est la petite phrase lancée par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba samedi 7 septembre à l'issue de la cérémonie de remise et reprise avec son prédécesseur Bruno Tshibala. Après les honneurs militaires, les deux hommes se retirent dans le bureau pour un tête-à-tête, sans témoins. Le chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi avait nommé le 20 mai, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, au poste du Premier ministre. Il a remplacé Bruno Tshibala qui occupait ce poste depuis le 7 avril 2017. Docteur en sciences économiques appliquées de l'Université de Kinshasa, Ilunga Ilunkamba, ancien directeur général de la Société nationale de chemin de fer (SNCC) a déjà été 4 fois vice-ministre, deux fois ministre au Plan et aux Finances. Son gouvernement a été investi par l'Assemblée nationale le 6 septembre.

Kasaï Central : les avocats suspendent leurs prestations devant le parquet général et les cours. Ils protestent contre « l'impuissance du parquet général d'arrêter un député provincial », accusé de coups, blessures volontaires et injures publiques à l'égard d'un avocat. Dans leur déclaration, les avocats du Kasaï Central accusent le député incriminé de défier la justice, l'état de droit et de refuser de répondre aux mandats de comparution lui lancé par le parquet général. Pour rappel, au mois d'août dernier, le bureau de l'assemblée provinciale avait levé l'immunité du député Ngandu Leja Tshinyama, poursuivi pour injures publiques, coups et blessures volontaires. Une procédure que les avocats de l'incriminé jugent illégale car, disent-ils, leur client n'a jamais été notifié par l'assemblée provinciale.

Des agents de l'OCC formés sur la facilitation du commerce transfrontalier. L'objectif de cet atelier sur le commerce transfrontalier était d'« apporter des nouvelles connaissances aux agents des services opérationnels œuvrant à la frontière entre Goma-Gisenyi au Rwanda », indique le directeur chef de département de marketing à l'OCC, Mukanya Busanga. Cet atelier a été organisé par l'OCC en collaboration avec le Projet de facilitation du commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs.

« La province du Tanganyika est la dernière en ce qui concerne le taux de scolarisation », selon l'ONG LIPEDEM. Le fait que le taux de scolarisation est faible, cela a un impact aussi négatif sur le taux d'analphabétisme. D'où il faut une campagne de grande envergure dans la province du Tanganyika », a affirmé Florentin Mufite, coordonnateur de l'ONG Ligue pour la protection de l'enfant et le développement des mamans (LIPEDEM). Selon les statistiques fournies à l'assistance par le coordonnateur national de l'ONGD LIPEDEM, la RDC compte 18 millions d'analphabètes. Le vice-gouverneur du Tanganyika, Samba Kayabala Moni, promet de renverser la tendance.

En RDC, le taux d'alphabétisation est de 77,3% (statistiques de 2017). Ce 8 septembre, le monde célèbre la Journée internationale de l'alphabétisation. Ce taux est de 88,9% pour les hommes et 66% pour les femmes. L'Unesco note que 750 millions de personnes dans le monde ne savent ni lire, ni écrire correctement. Selon l'Unesco, le monde compte environ 7 000 langues vivantes. Il sied donc, estime cette agence onusienne, de tenir compte de la diversité linguistique dans le cadre du développement de l'éducation et de l'alphabétisation.

« **La maladie Konzo est un fléau dans la province du Kwango** », alerte le **Dr Apollinaire Yumba**, le médecin chef de zone de santé de Panzi, dans le territoire de Kasongo Lunda (Kwango). « Le sexe féminin est le plus touché avec 53,8% des cas enregistrés, et le sexe masculin avec 46,2%. De la première semaine épidémiologique jusqu'à la 36^e semaine de 2019, la zone de santé a notifié 147 cas de la maladie, dont 80 cas de sexe féminin et 67 cas de sexe masculin. Konzo, est une maladie qui paralyse les membres supérieurs et inférieurs. Elle est apparue depuis plusieurs décennies au Kwango.

Nord-Kivu : 18 pêcheurs congolais arrêtés par la marine ougandaise. Le directeur de la coopérative de Virunga déplore l'accroissement du nombre des arrestations des pêcheurs congolais en Ouganda où environ 140 parmi eux sont actuellement détenus dans la prison à Katwe. Il rappelle aussi 105 parmi ces pêcheurs ont été condamnés. « J'appelle les pêcheurs à respecter les limites des Etats. Nous lançons un appel aux autorités du Pays pour que la réglementation de la pêche au niveau du lac Edouard soit effective. Cette réglementation doit aller dans les sens de la diminution du nombre des pêcheurs, de la diminution du nombre de pêcheries et de la diminution du nombre de filets pour que ceux-là qui peuvent être acceptés comme pêcheurs puissent trouver accès d'espace où exercer leurs activités. Et le troisième message que je peux apporter c'est la collaboration entre la RDC et l'Ouganda en cette matière de pêche », propose Pascal Muko.

Lundi 9 septembre.

Félix Tshisekedi appelle tous les citoyens à changer de mentalité pour un Congo meilleur. « Nous devons changer et incarner le changement partout où nous sommes pour que le pays évolue. N'attendons pas pour changer ce pays. N'attendons pas pour prendre des décisions qui vont améliorer le quotidien de chacun ; aussi petit soit l'impact de l'action que vous pouvez prendre, elle reste importante pour atteindre l'objectif : le changement. Le changement c'est l'affaire de tous (...) Nous sommes au service exclusif des Congolaises et Congolais. Sachons désormais travailler pour le changement de notre pays (...) Je rêve d'un Congo où il n'y a plus de guerre, où il n'y a pas une province contre une autre province, où il n'y a pas ceux de là-bas, et ceux d'ici, où il n'y a pas ceux d'une Eglise contre ceux d'une autre Église, où il n'y a pas un camp politique, contre un autre camp politique », a affirmé le Chef de l'Etat.

Célestin Tunda Ya Kasende : « La place des détournés et fraudeurs n'est pas à la cité, mais en prison ». « Les défis sont énormes. La justice a quelques problèmes qui font pleurer les Congolais. Ils estiment que le service qui devrait servir de bouclier pour protéger les faibles ne tourne pas comme il faut... » diagnostique le nouveau ministre de la Justice. Selon lui, la justice congolaise est « un chantier ». Toutefois, il s'étonne de l'inversion des valeurs où « les détournés, les fraudeurs et les voleurs sont acclamés partout ils passent parce qu'ils ont amassé de l'argent ». Il plaide pour la réhabilitation des personnes honnêtes, arrêtées arbitrairement.

Kinshasa : un symposium pour réfléchir sur les voies d'évacuation des produits de l'Est vers l'Ouest. Le symposium national sur le foncier s'ouvre lundi 9 septembre à Kinshasa. L'objectif de ce forum est de faire de la ville de Kinshasa, à l'horizon 2050, la mégapole du corridor Ouest. En clair, Kinshasa sera la voie d'évacuation des produits et de transport de personnes, à partir de Kisangani dans l'Est de la RDC, jusqu'au Congo-Brazzaville, Angola et Afrique du Sud, explique l'organisateur. Du 9 au 12 septembre, les participants vont réfléchir notamment sur les infrastructures, l'urbanisme et l'habitat en RDC. Les organisateurs de ce symposium sont d'avis qu'il est possible de changer positivement la vie des Congolais en leur offrant l'opportunité d'avoir des infrastructures dignes et un habitat décent pour chacun.

Le Syeco accuse certaines écoles conventionnées catholiques de saboter la gratuité de l'enseignement de base. Certains responsables des écoles conventionnées catholiques ne veulent pas restituer les acomptes de frais scolaires déjà versés par les parents. D'autres refusent l'entrée en classe de tout enfant dont les parents n'ont pas payé les uniformes à l'école, a poursuivi la même source. La secrétaire générale du Syeco a par ailleurs demandé au chef de l'Etat d'exiger la convocation urgente de la commission paritaire pour faire le point sur l'enveloppe qu'il aurait dégagée pour les enseignants.

Sud-Kivu : 20 personnes vaccinées contre Ebola à Mwenga. « Il y a au moins 20 personnes qui ont accepté de se faire vacciner : les autorités coutumières, en l'occurrence moi-même qui vous parle, les chefs de groupements, les chefs des villages et également le personnel de santé, qui est en première ligne des traitements contre cette maladie », a déclaré le chef traditionnel Kalenga Riziki. Il dit avoir été vacciné « afin de prêcher par l'exemple ». **Quatre cas d'Ebola à Mambasa.** Par ailleurs, quatre nouveaux cas positifs de la maladie à virus Ebola ont été enregistrés la semaine du 2 septembre, dans la zone de santé de Mambasa. Parmi les victimes, il y a une femme d'environ 40 ans qui est morte dimanche à Mambasa. Christophe Shako indique que quarante-deux cas dont quinze décès sont déjà enregistrés depuis le mois de juillet à ce jour dans la zone de santé de Mambasa.

La RDC condamne les actes xénophobes contre les ressortissants congolais en Afrique du Sud. « Plus jamais le gouvernement congolais n'acceptera de voir ses citoyens se faire humilier à travers des actes inhumains et dégradants, tels que ceux survenus en Afrique du Sud (...) Une délégation congolaise de haut niveau est déjà à pied d'œuvre pour se rendre en Afrique du Sud pour visiter ces Congolais, victimes aujourd'hui de ces actes de xénophobie que nous condamnons. Nous allons documenter ces actes. Il est également envisagé, par le gouvernement, la possibilité de parler avec nos compatriotes qui sont sur place », a affirmé le ministre des Droits humains, André Lite, dans une interview accordée dimanche 8 septembre à Radio Okapi. André Lite demande par ailleurs aux Congolais, de toute part, de ne pas se laisser entrainer par la violence en guise de réponse aux « actes inacceptables » de quelques Sud-africains.

Uvira : trois morts après combats entre groupes armés locaux. Le colonel autoproclamé Semahurungure, leader du groupe armé Gumino a succombé à ses blessures, après de violents combats auxquels il a participé le weekend dernier entre son groupe et les Maï-Maï dans le village de Tulambo, groupement de Basimukindji 1, secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga (Sud-Kivu). Deux combattants Maï-Maï ont été tués lors dans ces affrontements et des maisons incendiées. Dans l'attaque de Tulambo, des récoltes ont été détruites à l'intérieur des maisons incendiées.

Nord-Kivu : l'armée traque les groupes armés sur l'axe routier Rutshuru-Nyamilima. « Nous avons les renseignements selon lesquels l'ennemi, que nous avons traqué en profondeur dans le parc, se serait retiré à Kiseguru et Katwiguru. C'est pour cela que nous avons mené ces opérations de bouclage. Il n'y a pas de cela très longtemps, l'opération Sokola 2 a présenté aussi un nombre important de kidnappeurs », a expliqué le porte-parole militaire du secteur opérationnel Nord-Kivu Sokola 2, major Njike Kaiko. L'armée dit mener cette traque aussi à la suite de la rentrée scolaire, le 2 septembre en RDC. « Les enfants vont à l'école, les parents doivent aller aux champs. Il ne faut pas que ces gens qu'on a traqué en profondeur dans le parc puissent semer du désordre dans les grandes agglomérations, où est censé vivre paisiblement notre population », a déclaré le major Njike Kaiko. Il a, par ailleurs, lancé un appel à la population locale de collaborer avec son armée pour le succès de cette opération. Que la population « accepte d'appuyer son armée et surtout dénoncer. Parce que nous savons que l'ennemie, nous opposant une tactique asymétrique, a toujours tendance à se camoufler dans la population », a déclaré le major.

Jean-Pierre Lacroix : « la Monusco a permis de créer l'espace nécessaire au premier transfert pacifique du pouvoir ». Le secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, faisait le point sur les progrès enregistrés et ceux qui restent à faire, un an et demi après le lancement de l'initiative Action pour le maintien de la paix (A4P) qui vise à renforcer l'efficacité des opérations de paix. Selon lui, en RDC, le soutien de la Monusco à la mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016 a été déterminant. Devant le Conseil de sécurité, le secrétaire général adjoint a également exhorté les États membres à garantir que les nouvelles priorités du maintien de la paix se voient allouées les ressources correspondantes. L'ONU a concentré ses efforts sur le renforcement des capacités pour assurer une approche opérationnelle plus mobile, robuste, consciente et intégrée. **Renforcer les partenariats.** Le chef du maintien de la paix de l'ONU a souligné l'importance des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales ainsi qu'avec l'ensemble du système des Nations unies.

Procès du meurtre des experts de l'ONU : audience renvoyée à cause de l'absence des magistrats. Parmi les onze prévenus présents dans la salle d'audience, seuls 3 étaient assistés par un défenseur militaire agréé. Le colonel Mambweni a annoncé à la cour qu'il pouvait comparaître seul sans avocat. Tous les autres prévenus ont comparu sans leurs conseils. Pour le président de céans, le colonel Jean- Paulin Ntshaykolo, étant donné que tous les prévenus sont poursuivis pour les mêmes faits infractionnels, entendre les uns qui sont assistés préjudicierait les autres qui ne sont pas assistés. La Cour a alors décidé de renvoyer la cause au lundi prochain, faisant savoir qu'au regard de la gravité des faits pour lesquels ils sont poursuivis, les prévenus devaient être assistés par leurs avocats. Venus, selon leurs propres propos « par élégance » pour informer le président de la cour qu'ils n'allaient pas prester, les avocats sont restés à l'extérieur de la salle d'audience. Ils ont annoncé en fin de semaine dernière qu'ils avaient suspendu leurs prestations devant la cour militaire, la cour d'appel et le parquet général. Ils exigent qu'un député accusé de coups, blessures volontaires et injures publiques à l'égard d'un avocat réponde devant la justice. Les avocats déplorent « l'impuissance du procureur général dans ce dossier ».

Nord-Kivu : certains acteurs de la société civile de Lubero vivent en clandestinité. Ces responsables sont menacés après avoir dénoncé le weekend, les exactions dont sont victimes les populations civiles de la part des éléments du groupe armé NDC/ rénové, qui occupe plusieurs villages dans le sud du territoire de Lubero. « Le noyau de la société civile de Bunyatenge, Kanyatsi et Bwavinywa, est en train de subir des menaces de la part du groupe armés NDC basé sur les lieux au motif d'avoir dénoncé une situation critique portant atteinte et des violations graves des droits de l'homme commises par les éléments NDC qui sont sur place. Tous ces gens vivent en clandestinité dans cette zone », dénonce John Kambale, communicateur de la société civile de Kirumba.

Mardi 10 septembre.

Sud-Kivu : la protection des civils et la situation humanitaire au centre d'une réunion à Minembwe. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a organisé lundi 9 septembre à Minembwe au Sud-Kivu, une réunion d'urgence sur la détérioration de la protection des civils et de la situation humanitaire qui secoue la région des hauts plateaux des territoires de Fizi et de Mwenga complique. Les acteurs humanitaires estiment que la situation sécuritaire générale et de l'aide humanitaire reste très tendue et très volatile sur les hauts plateaux. Les affrontements entre ces deux groupes armés locaux ont déclenché un mouvement de populations vers Bilalo Mbili, Tuwe-Tuwe, Kalingi, Minembwe-centre et Lulenge. Pour les acteurs humanitaires, sept villages ont été entièrement incendiés et complètement désertés par leurs habitants. Il s'agit des villages Tulambo, Marunde, Kivogorwe, Bukunji, Katenga, Kibundi et Kigazura. Ils demandent aussi à la Monusco de plaider pour le déploiement des troupes des Fardc dans la zone touchée pour empêcher de nouveaux affrontements ou à défaut déployer des casques bleus en tant que force dissuasive.

Félix Tshisekedi « fait adhérer le peuple à sa vision, celle du développement, celle de la justice distributive, celle enfin qui atteint le crédo de l'Union pour la démocratique et le progrès social (UDPS) : le peuple d'abord », a déclaré lundi 9 septembre Fabien Mutomb, député de l'UDPS. Il réagissait au récent discours à la nation du président Félix Antoine Tshisekedi. Lors de son allocution diffusée le dimanche dernier à la télévision nationale, le président Tshisekedi a appelé tout citoyen à changer de mentalité pour un Congo meilleur. S'adressant à ceux qui détiennent un mandat public, il a déclaré : « Le changement visible est celui de votre comportement, de votre compétence à bien gérer la mission vous confiée par le peuple congolais. »

Ituri : l'UNPC dénonce « le musèlement » de la presse après interpellation de 4 journalistes au parquet. Selon Sadiki Abubakar, président de l'Union nationale de la presse du Congo, les journalistes Richard Pitua, Nicolas Sete, Placide Shirsan et Paprino Tshombe ont été entendus depuis lundi 2 septembre, à propos des émissions qu'ils ont animées sur l'affaire des lingots d'or vendus par le gouvernement provincial. L'UNPC, section Ituri, fustige également la suspension pour une durée indéterminée d'un journaliste de la télévision nationale, la RTNC. Ce dernier est accusé de s'être attaqué au gouverneur dans une analyse publiée sur les réseaux sociaux.

Cherubin Okende : « Le président de la République n'a pas besoin de chapelets de bonnes intentions ». Le président Felix Tshisekedi n'a pas besoin de multiplier des discours, alors que le peuple l'attend dans les actions concrètes, a affirmé Cherubin Okende, député d'Ensemble pour le changement, plateforme de l'opposition. Selon lui, le chef de l'Etat devrait prêcher par l'exemple en faisant les ménages dans son propre cabinet cité dans l'affaire de disparition de 15 millions de dollars américains du Trésor public.

Une radio communautaire d'Oicha saccagée par des hommes armés. Tout est parti lundi aux environs de 19h45, heures locales. Trois hommes armés habillés en tenue militaire ont débarqué d'abord au domicile d'Issa Musangu, directeur de Radio du peuple, situé au quartier Masosi à l'est d'Oicha. L'intéressé était absent de son domicile. Ils ont alors demandé de l'argent à l'épouse d'Issa Musangu, avant de la tabasser. Ces hommes armés se sont ensuite dirigés vers le bâtiment abritant la Radio du peuple dans le même quartier, avant d'y faire incursion. Ils ont emporté deux ordinateurs servant respectivement pour la mise onde et la rédaction ainsi qu'une batterie. Ils ont tenté, sans succès, de démonter l'émetteur, ont témoigné les responsables de la radio. Conséquence de cette attaque, depuis ce matin, la radio du peuple d'Oicha n'émet plus. Pourtant, ce média est également impliqué dans la sensibilisation de la population contre l'épidémie à virus Ebola qui sévit dans la région.

Goma : le député Kasekwa dénonce les mauvaises conditions carcérales à la prison de Munzenze. Très nombreuses personnes se trouvent en détention préventive à la prison de Munzenze depuis trois ou quatre ans, a déploré le député Kasekwa.

Le député Kasekwa, qui dit avoir passé lui-même neuf mois dans cette prison, déplore la persistance de mauvaises conditions carcérales : « Pendant ma détention ici, j'ai constaté que plus de mille deux cents détenus étaient là depuis 15 mois, 20 mois, 3 mois, sans avoir été jugés. Il y avait même quelqu'un qui était là 4 mois durant pour un vol simple d'un dindon. La justice ne veut pas le jugé. Il y a donc tous ces cas qui méritent d'être réglés », a poursuivi ce parlementaire. Si par exemple, tous ces mille deux cents personnes en détention préventive prolongée étaient libérées, selon lui, la ration alimentaire envoyée par l'administration de la prison pouvait permettre à ce que ceux qui restent soient bien traités.

Bene M'poko : « Il n'y a pas eu de morts parmi les ressortissants congolais pendant les violences en Afrique du Sud ». « Selon le gouvernement sud-africain et la police sud-africaine, il y a eu douze morts dont dix sud-africains et deux

immigrants. On ne nous a pas donné la nationalité de ces deux immigrants là. Moi, je me suis intéressé plutôt de savoir si parmi ces deux victimes il y avait des Congolais, on a dit qu'il n'y en avait pas. D'après les estimations, il y a à peu près 300 000 Congolais en Afrique du Sud », a précisé Bene M'poko, ambassadeur de la RDC en Afrique du Sud. « L'effet déclencheur des attaques qui ont eu lieu il y a une semaine, les chauffeurs des taxis sud-africains ont affronté un nigérian qu'il accusait d'être trafiquant de drogue. Et ce nigérian a réagi. Il a tiré sur un chauffeur et le chauffeur est mort sur place ».

Nord-Kivu : les miliciens du NDC/Rénové perçoivent illégalement des taxes à Lubero. « Toute personne pour accéder à son champ doit payer 1000 FC comme jeton mensuel et ceux qui ont des champs des quinquas ils doivent payer entre 50 à 150 dollars maximum. Et ceux qui ont des maisons en tôles à Kanyatsi, ils leur exigent entre 3000 et 5000 FC comme taxe pour habitat. Ça fait que la vie devient très difficile et on observe maintenant des mouvements des populations de Kanyatsi, Tama, Bunyatenge et Liwengi vers Kanyabanyonga, Kaina, Kirumba, Kasehe, Bulotwa des milieux prétendus sécurisés », a dénoncé John Kambale, membre de la société civile noyau de Kirumba.

Kinshasa : reprise des activités académiques à l'Unikin. Les activités académiques à l'Université de Kinshasa (UNIKIN) ont repris lundi 9 septembre, après la levée de la grève des professeurs intervenue le 6 septembre. Chaque faculté fonctionne normalement : certaines d'entre elles sont en pleine session, d'autres attendent la délibération et dans d'autres encore, les enseignements sont dispensés. L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) a suspendu, vendredi 6 septembre, sa grève, à l'issue de son assemblée générale. Cette mesure a été prise pour calmer la tension qui prévalait sur le site et pour permettre au nouveau gouvernement d'apporter des réponses satisfaisantes aux revendications des professeurs.

Maniema : les enseignants des écoles publiques de Kasongo et Kabambare en grève. Ils réclament leurs salaires des mois de juillet et d'août. Ils accusent la Caritas Kasongo, structure catholique qui paie les enseignants dans cette partie de la province, d'être à la base de ce retard. La Caritas Kasongo pour sa part explique ce retard par une lourdeur constatée au niveau des ministères des Finances et du Budget qui n'ont pas versé, selon elle, l'enveloppe salariale de ces enseignants.

Mercredi 11 septembre.

Ebola : montée des cas à Mambasa dans la province de l'Ituri. L'épidémie à virus Ebola prend de l'ampleur dans le territoire de Mambasa en Ituri, a affirmé mardi 10 septembre le coordonnateur provincial de la riposte contre Ebola en Ituri Christophe Shako. Quarante-et-un cas ont été confirmés dont vingt-trois décès recensés depuis juillet 2019. On note sept guérisons des malades réinsérés dans la communauté. Christophe Shako attribue l'amplification de la propagation de la maladie à la résistance de certaines personnes ayant été en contact direct avec les malades qui échappent aux équipes de riposte dans la région. L'éloignement avec le centre de traitement favoriserait également la fuite de certains malades.

Un incendie détruit plus de 500 maisons à Bukavu. Plus de cinq cents maisons sont parties en fumée en quelques minutes mardi 10 septembre avant-midi au quartier Nyamugo dans la commune de Kadutu, à Bukavu (Sud-Kivu). Le camion anti-incendie, dépêché par la mairie, n'a pas pu éteindre l'incendie ; la quantité d'eau étant insuffisante. Des milliers de familles sont restées sans abris. Nyamugo est un des quartiers les plus peuplés de Bukavu. Le feu s'est rapidement propagé car les maisons étaient collées les unes aux autres et construites, pour la plupart, en matériaux semi-durables. L'incendie a donc détruit plusieurs habitations sur trois avenues : Amb, Uhuru et Mukonde, qui sont complètement effacées. A la place des maisons, il ne reste que des décombres.

Les veillées mortuaires interdites à la Fikin. Le ministre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa, interdit désormais l'organisation des veillées mortuaires dans l'enceinte de la Foire internationale de Kinshasa (Fikin). Il a annoncé cette mesure mardi 10 septembre lors d'une réunion de prise de contact avec les responsables de services publics relevant de son secteur. Selon le ministre Bussa, la Fikin devra être reformée afin de répondre aux standards de foires internationales.

Gratuité de l'enseignement de base en RDC : les écoles publiques très sollicitées par les parents. Le nombre d'élèves augmente dans certaines écoles publiques, à la suite de la gratuité de l'enseignement de base en RDC. L'Ecole primaire (EP) 2 Ango Ango, dans la commune de Bandalungwa, à Kinshasa, illustre bien cette réalité. Huit jours après la rentrée scolaire, les parents continuent à venir inscrire leurs enfants dans cette école conventionnée protestante. La direction de l'établissement s'en réjouit, tout en demandant au gouvernement les moyens pour assurer le fonctionnement de ces écoles. La gratuité est un droit constitutionnel en RDC. Cependant, les enseignants disent attendre le mois d'octobre pour bénéficier effectivement de la prise en charge de l'Etat et non plus celle des parents.

La DGM interdit aux fonctionnaires de l'Etat de résider à l'étranger. Dans sa correspondance, le directeur de la DGM/Nord-Kivu, Sixte Ngoy Mukalay, affirme qu'« aucun fonctionnaire de l'état Congolais ne doit élire domicile en dehors de la frontière nationale congolaise ». Il précise que la décision émane de la hiérarchie de la DGM au niveau national. Sixte Ngoy Mukalay avertit ainsi les cadres et agents de tous les services concernés qu'à partir de ce mois de septembre, la direction provinciale de la DGM procèdera au contrôle strict à l'entrée comme à la sortie des frontières pour l'exécution sans faille de cette décision. En outre, tout agent de l'État voulant traverser la frontière, pour de raisons sociales ou de service, devra se munir d'une autorisation de sortie dûment signée par ses chefs au risque de voir ses formalités migratoires compliquées par les agents de la DGM aux frontières.

L'UA forme 20 volontaires pour renforcer les opérations de lutte contre Ebola. Vingt volontaires de l'Union africaine (UA) ont été formés ce mercredi 11 septembre sur les tâches à accomplir dans la lutte contre la maladie à virus Ebola. Ils vont bientôt renforcer les opérations de lutte contre la maladie à virus Ebola. « La sélection tenait compte de ceux qui étaient dans la base des données des volontaires, de ceux qui étaient dans la COA, la lutte contre Ebola dans les pays ouest africains et de ceux qui ont postulé à l'appel faite en ligne », a expliqué Sonia Sidibe, chargée du département des Ressources humaines de l'Union africaine. Pour sa part, le Dr Benoit Kebela Lunga, directeur à la Direction de la lutte contre la maladie au ministère de la Santé s'est félicité de l'implication de l'Union africaine à travers Africa CDC. Dix autres volontaires ont été formés à Goma. Ils vont se joindre aux 20 qui ont été formés à Kinshasa et aux 37 déployés déjà sur terrain. Ce qui fera un total 67 volontaires de l'Union africaine.

Le gouvernement va décaisser l'enveloppe nécessaire pour payer les enseignants dès septembre. Le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba a « donné des instructions claires pour rendre effective la gratuité de l'enseignement à la base », a-t-il noté. Bien avant, le gouvernement de la RDC s'était engagé à payer le premier palier des salaires réajustés des enseignants, dès le mois d'octobre 2019. Dans sa lettre datée du 27 août, le secrétaire général de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Jean-Marie Mangobe, indiquait que cette mesure était prise pour rendre effective la gratuité de l'enseignement de base, au cycle primaire dès la rentrée scolaire 2019-2020.

Nord Kivu : journée sans information à Oicha. Les huit radios communautaires d'Oicha en territoire de Beni (Nord-Kivu) ne diffusent pas les informations depuis ce mercredi 11 septembre matin. Les responsables et journalistes de ces organes de presse ont décrété une journée sans informations pour protester contre l'incursion des hommes armés le 10 septembre à la Radio communautaire du Peuple de cette commune chef-lieu du territoire de Beni. Deux ordinateurs portables utilisés pour la mise en onde et la rédaction ainsi qu'une batterie avaient été emportés par les assaillants, réduisant cette radio au silence.

Sextape impliquant le vice-gouverneur du Kongo Central : Atou Matubuana et son vice entendu par le ministre de l'Intérieur. Le gouverneur a d'abord été reçu par l'autorité morale du FCC Joseph Kabila à Kingakati. En même temps, le parquet général près la Cour de cassation poursuit ses auditions sur les faits de scandale sexuel dont sont accusées les autorités provinciales suspendues. Deux personnes ont été mises aux arrêts à Matadi dans cette affaire. Il s'agit de la victime présumée de viol et la policière qui aurait filmé la scène.

Sud-Kivu : le gouvernement prend des mesures pour qu'Ebola n'atteigne pas les écoles. « Nous avons pris des mesures pour la prévention afin qu'Ebola ne touche pas nos élèves. Merci à l'Unicef pour son accompagnement. Ils nous ont amené des livrets dans lesquels les mesures sur Ebola sont reprises. Nous allons distribuer des kits dans plus de 400 écoles de la ville de Bukavu. Il s'agit de mettre en place un système de lavage des mains fonctionnel et obligatoire à l'entrée des établissements. On va aussi mettre en place un point de contrôle de température à l'entrée de chaque école », a détaillé Théo Ngwabidje Kasi.

Il appelle les élèves et les enseignants au respect des normes d'hygiène et à l'assainissement de l'environnement.

Jeudi 12 septembre.

Tanganyika : la Monusco appelle les habitants de Kabulo à regagner leurs villages. Au-delà de l'évaluation de la situation sécuritaire qui prévaut dans le secteur de Kabulo, la mission de la Monusco a évalué l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de deux projets qu'elle a initiés au bénéfice de la population. Il s'agit de l'école primaire Songa et du dispensaire Kabulo. Ces deux projets viennent de bénéficier d'un appui de la Monusco pour un coût global estimé à 38.000 dollars américains. Avant le conflit Twa-Bantou dans la zone, la localité de Kabulo a enregistré 8500 habitants. Aujourd'hui, Kabulo compte ne compte que quelques centaines d'habitants alors que la majorité vit éparpillée sur les sites de déplacés.

Billy Kambale : « Tous les spoliateurs des centres de formations des jeunes ont une semaine pour libérer ces espaces. » « Je suis révolté parce que les centres de formations professionnelles des jeunes sont spoliés par des gens qu'on peut imaginer être sérieux. Je suis arrivé à Kimbanseke, les particuliers ont spolié. Je suis arrivé au centre de formation professionnelle de Bandalungwa, M. Pascal Mukuna et son Eglise Assemblée chrétienne de Kinshasa (ACK) ont spolié une grande partie pour y mettre son Eglise », découvre le ministre de la Jeunesse, Billy Kambale. « Nous voulons lancer une campagne de recrutement de tous les jeunes qui veulent apprendre les métiers et nos centres doivent revenir aux ministères pour réaliser notre programme d'actions », indique le ministre Billy Kambale. Il dit se fier à la justice pour récupérer tous ces terrains spoliés.

Nord-Kivu : encore des pêcheurs congolais arrêtés par la marine ougandaise sur le Lac Edouard. Vingt-et-un pêcheurs de Kyavinyonge et neuf de Nyakakoma dans le Nord-Kivu ont été arrêtés mardi 10 septembre à la frontière lacustre entre la RDC et l'Ouganda. « Ces pêcheurs se trouvaient pourtant sur les eaux territoriales congolaises au moment de leur arrestation », rapporte un témoin, rescapé de la traque de la marine ougandaise. Les pêcheurs arrêtés ont été conduits à Rwashama en Ouganda. La société civile de Nyakakoma se dit indignée de cette situation. Samuel Muluko, le président de cette structure, indique que les forces ougandaises utiliseraient ce moyen pour rançonner les pêcheurs. Cent-et-deux pêcheurs congolais déjà condamnés en Ouganda y purgent encore leurs peines, affirme la coopérative des pêcheurs à Kyavinyonge.

ENVOL plaide pour la révision d'une quarantaine d'articles de la Constitution. La formation politique du député national Delly Sessanga a dévoilé sa proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale. "Cette révision vise à renforcer des points forts de la constitution et l'adapter aux défis actuels du pays", explique le parti. Ce texte suggère par exemple de « compléter » l'article 70 concernant la fin du mandat du Président de la République, « pour éviter toute ambiguïté ». « Si l'élection présidentielle n'est pas organisée dans les trois mois de l'expiration du mandat du Président de la République en fonction, celui-ci est réputé démissionnaire et le Président du Sénat exerce l'intérim pour la tenue des élections, dans les conditions particulières. Cet article règle le problème que nous avons connu », affirme Simon Mulamba, secrétaire général charge des élections. L'article 72, poursuit ENVOL doit renforcer les conditions d'éligibilité du candidat président. Dans sa proposition de loi, ENVOL propose aussi la réintégration du deuxième tour pour l'élection présidentielle, le débat contradictoire obligatoire entre les deux candidats présidents en lice et le cumul de la nationalité congolaise avec d'autres nationalités.

Les confessions religieuses se mobilisent à Goma contre Ebola. Bien que toutes les confessions religieuses aient contribué à leur manière dans la riposte contre Ebola, il y a lieu tout de même de converger les approches et les stratégies, afin qu'elles arrivent à un résultat escompté par rapport à la problématique de l'épidémie d'Ebola, dit-il. « Mobilisons-nous, trouvons les mots justes pour parler à ces peuples qui nous écoutent mais qui cachent les malades, qui chassent et vont jusqu'à tuer les membres des équipes de la riposte, disons à ces jeunes de ne pas accepter d'aller brûler les centres de traitement », a exhorté Mgr Ngumbi, l'évêque catholique du diocèse de Goma. Cette table ronde est organisée du 11 au 12 Septembre par la Caritas Congo en collaboration avec l'église anglicane, diocèse Goma, avec l'appui la CAFOD, CRS et MISEREOR.

Nord-Kivu : la Monusco sensibilise contre Ebola dans la prison de Beni. Plus de mille détenus et personnel de sécurité de la prison centrale de Beni Kangbaya ont suivi, jeudi 12 septembre, une sensibilisation sur les modes de préventions contre la maladie à virus Ebola. « Cette séance de sensibilisation que nous menons, c'est pour prévenir la pénétration du virus dans la prison de Kangbaya et aussi permettre au personnel de sécurité de la prison d'être mieux renseigné sur cette maladie », affirme Elvige Dadi de la section d'appui à l'Administration pénitentiaire de la Monusco/Beni. Cette rencontre vise aussi à permettre aux détenus et aux éléments de sécurité de maîtriser les précautions à prendre face à un cas suspect d'Ebola.

La RDC envisage de stopper les transferts à l'étranger de ses officiels malades. « Dans un proche futur, on va arrêter avec les transferts des malades en Inde, en Afrique du Sud, qui nous bouffent beaucoup d'argent au niveau du gouvernement. Nous voulons que tout se fasse ici », a souhaité André Eteni. Il a indiqué que le gouvernement va appuyer l'Hôpital du Cinquantenaire pour être en mesure de faire toutes les interventions « pour économiser de l'argent. ». « Les équipements et la technologie que j'ai vus ici sont les mêmes qu'à l'étranger. Nous n'avons rien à envier aux Etats-Unis ou en Angleterre. Ce qui nous manque est peut-être le personnel formé, mais en attendant, les expatriés sont en train de former le personnel congolais », a fait savoir le ministre de la Santé André Eteni.

Au moins 50 morts dans un accident de train à Mayi-Baridi. Le déraillement est intervenu vers 3 heures du matin à Mayi-Baridi, a indiqué le ministre Mbikayi. « Jusque ce matin, j'avais un bilan de cinquante morts et vingt-trois blessés. Mes services sont encore en train de chercher des informations sur le bilan définitif », a-t-il poursuivi, avant de présenter ses

condoléances aux familles des victimes. « Tout à l'heure, je suis appelé par le Premier ministre qui va me donner des directives précises, afin d'intervenir rapidement pour essayer d'assister les victimes de cet accident », a-t-il poursuivi. Un rescapé joint au téléphone par Radio Okapi indique que le train marchandise était surchargé. Il s'agit d'un deuxième accident de train sur l'axe Kalemie-Kabalo en l'espace de six jours, après celui survenu le 6 septembre au niveau du pont de Lwizi.

Kinshasa : ouverture du Grand marché de la littérature. La 4ème édition du Grand marché de la littérature s'est ouverte jeudi 12 septembre à Kinshasa. La place des artistes, au Rond-Point Victoire, accueille jusqu'à dimanche les acteurs et passionnés du livre et de la lecture. « Nous pensons qu'il faille absolument organiser de tels événements pour dire à la face du monde qu'en RDC en tout cas la littérature existe bel et bien. Il y a une vitalité artistique, une vitalité littéraire, une vitalité culturelle », a expliqué Richard Ali, directeur de la bibliothèque Wallonie Bruxelles international.

Rutshuru : le gouverneur Nzanzu appelle la population à s'impliquer dans la lutte contre l'insécurité ; « Notre vision est basée sur la restauration de l'autorité de l'Etat. Nous souhaiterions effectivement avoir l'accompagnement de tout le monde dans cette quête de la paix », a déclaré Carly Nzanzu Kasivita, dans son adresse à la population de Rutshuru. Il a donc émis le vœu de voir la collaboration entre la population civile et les forces et services de sécurité être renforcée pour restaurer la sécurité dans ce territoire. Carly Nzanzu a déploré une insécurité, qui a trop duré dans la région. Selon lui, elle freine toute forme de circulation des personnes et de leurs biens, alors que ce territoire constitue le grenier agricole de la province.

Six morts dans une attaque contre un site des déplacés à Djugu. Six civils ont été tués et sept autres grièvement blessés lors d'une attaque d'hommes armés dans la nuit de mercredi à jeudi 12 septembre dans la localité de Luko en territoire de Djugu (Ituri). Selon la société civile locale, ces assaillants ont emporté plusieurs biens des habitants, avant de s'enfuir. Parmi les victimes, il y a des déplacés du camp situé dans la même entité. L'attaque a eu lieu vers 22 heures locales. Selon Charité Banga, un membre de la société civile de Djugu, des hommes armés de fusils et machettes, en provenance d'une entité voisine du secteur de Walendu Djatsi, se sont introduits dans cette localité de Luko dans la chefferie de Bahema Badjere, qui abrite un site des déplacés. Ils se sont mis à tirer dans toutes les directions.

Vendredi 13 septembre.

Les casques bleus de la Monusco au secours des victimes du déraillement de train à Nyunzu. Environ 12 heures après le drame, les premiers secours sont venus du contingent indonésien de la Monusco, basé dans le secteur de Nyemba. Le drame est survenu à 30 km de Nyunzu, soit à 17 km de la gare de Nyemba entre Mayi-Baridi et Kilima sur la voie ferrée vers Kalemie. Le train provenait de Kindu au Maniema. Le bilan du déraillement risque d'être lourd, estime un témoin sur le lieu.

« Ce sont ces trois wagons qui sont tombés et que les gens étaient au-dessus de ces wagons et d'autres étaient à l'intérieur. Les containers sont tombés du côté où il y a la porte. Et les gens qui étaient à l'intérieur sont restés là-bas jusqu'au moment où je vous parle (...) Il n'y a pas une capacité logistique qui peut tirer les containers pour les ramener sur les rails. »

Les professeurs de l'UPN poursuivent leur grève. Les professeurs de l'Université pédagogique nationale (UPN) poursuivent leur grève, déclenchée depuis le 7 août dernier. Cette décision a été prise, mercredi 11 septembre, à l'issue de leur assemblée générale. Selon le professeur Raoul Ekwamponk, président de l'Association des professeurs de l'Université pédagogique nationale (APUPN), la grève ne sera levée que lorsque le gouvernement aura résolu les questions liées à leur rémunération. Il a précisé que les professeurs ne sont pas en grève contre les étudiants, mais réclament du gouvernement les meilleures conditions de vie.

Accident ferroviaire à Nyunzu : le bilan revu à la baisse, 15 morts. « Il y a de plus en plus de précisions. L'information donnée le matin faisait état de 50 morts, mais quand on a pris contact avec les gestionnaires de la Société nationale de chemins de fer (SNCC), ils nous ont fait part, cet après-midi de 10 morts, puis 11 et 4 autres corps ont été retrouvés sous le wagons, ce qui fait 15 morts », a expliqué Steve Mbikayi mercredi soir. Il affirme aussi que c'est l'affaissement de la voie ferrée qui est la principale cause de ce drame. Le déraillement du train était prévisible à cause de la vétusté de ce moyen de locomotion et de la voie ferrée qui datent de l'époque coloniale, a pour sa part affirmé le député national, Emmanuel Mukundi.

Beni : craignant pour leur sécurité, certains enseignants de Rwenzori ne dispensent pas les cours. Dans certaines écoles, les enseignants sont absents parce qu'ils craignent pour leur sécurité. A l'école primaire Makosi du quartier Ngadi par exemple, les cours sont dispensés par Paluku Kimuha, le directeur de cet établissement. Il enseigne à lui tout seul la

quarantaine d'élèves inscrits dans les six classes de cette école. Nyonyi Bwanakawa, le maire de Beni a effectué une tournée dans les écoles de la commune de Rwenzori, touchée par l'insécurité à la suite des attaques des ADF. Le but de sa tournée était de vérifier l'effectivité de la rentrée scolaire dans cette entité. Il dit avoir constaté que la reprise est effective mais que le nombre d'élèves inscrits a baissé dans certaines écoles, à cause de l'insécurité.

Félix Tshisekedi préside son tout premier conseil de ministres. Le Président de la République, Félix Tshisekedi, tient vendredi 13 septembre, son tout premier conseil de ministres à la cité de l'Union africaine, après l'investiture du gouvernement Ilunga. Selon la presse présidentielle, toute l'équipe gouvernementale est présente à cette rencontre, au cours de laquelle le Chef de l'Etat devra donner aux 66 membres du gouvernement des orientations claires pour accompagner sa vision de gouvernance.

Nord-Kivu : une « journée sans radio » à Beni pour protester contre les attaques visant les médias. Les journalistes disent avoir pris cette décision pour dénoncer l'attaque ciblée de la Radio Communautaire du Peuple d'Oicha, lundi dernier par des hommes armés. La corporation des médias du territoire de Beni revendique entre autres, la restitution du matériel emporté par les hommes armés lors de l'attaque, l'aboutissement des enquêtes diligentées par la police pour que les auteurs de cette attaque soient punis, et la sécurisation des radios et journalistes travaillant surtout la nuit. Plusieurs sources renseignent que cet appel est suivi par la quarantaine de radios que compte le territoire de Beni.

Kananga : un policier condamné à 7 ans de prison pour viol d'enfant. Le tribunal militaire de Kananga a condamné jeudi le brigadier Michel Bakajika de la police nationale congolaise à sept ans de prison pour viol d'enfant. Il a été reconnu coupable d'avoir violé l'enfant de sa compagne. Les faits remontent à 2017. La victime était alors âgée de 12 ans. Elle est la fille de la compagne du brigadier Bakajika, issue d'une précédente relation.

Bunia : les miliciens FRPI sortis de la brousse pour favoriser la paix s'impatientent. Environ neuf cents anciens combattants de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) attendent depuis un mois, pour obtenir l'amnistie et la reconnaissance de leurs grades respectifs. Dans une déclaration faite jeudi 12 septembre, ils se disent abandonnés dans le site de pré-cantonement d'Azita, alors qu'ils se sont volontairement rendus aux autorités du pays. C'est depuis le 12 août dernier que les miliciens de la FRPI, leurs leaders ont rejoint le site de pré-cantonement d'Azita. Ils vivent avec leurs dépendants : des femmes et des enfants estimés environ 700 personnes. Mais pour l'instant, ils regrettent qu'il n'y ait aucune réaction du gouvernement central, sur leurs revendications notamment l'amnistie et la reconnaissance de leurs grades.

Félix Tshisekedi aux ministres : « Il n'y a pas des privilégiés dans le gouvernement ». « Il nous a parlé de sa vision en mettant l'homme au centre de toutes les actions des ministères. Nous sommes des membres du gouvernement. Nous appartenons à une équipe. Le Président nous a appelés à la communion. Il n'y a pas de FCC dans ce gouvernement, il n'y a pas de CACH. Tout le monde est membre du gouvernement. Il nous a appelés à l'unité. Et il nous a dit qu'il nous aime tous. Il n'y a pas des privilégiés dans le gouvernement (...) « Il nous a assuré de son soutien parce que, selon lui, il faut que les choses changent. Là, où ça n'a pas marché, nous avons pour mission de faire marcher les choses. Là où cela a marché, nous allons perpétuer cette manière de faire. Le mot d'ordre c'est de changer ce qui a été mal fait. Et nous sommes conscients qu'il faut que ça change.», a rapporté Claude Nyamugabo, ministre de l'Environnement et développement durable à la presse.

Les chefs d'Etat-major des armées des Grands lacs à Goma pour trouver des solutions à l'insécurité dans la région. Les chefs d'Etat-majors des armées des pays de la sous-région des Grands notamment la RDC, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda sont en réunion de deux jours, depuis ce vendredi 13 septembre à Goma, pour discuter sur les solutions à l'insécurité qui affecte l'est de la RDC et les pays voisins. « C'est l'invitation pour réfléchir ensemble sur la sécurité collective dans la sous-région et de quelle manière y trouver des remèdes. En ce moment précis, les FARDC lancent un message pressent à tous les groupes armés, qu'ils entendent la voie de la raison. Qu'ils déposent les armes et qu'ils se rendent aux Fardc. Et s'ils ne sont pas congolais, les autres aussi ont l'obligation de déposer les armes et de se rendre. Par ce que, s'ils ne le font pas, il sera très tard, ils y seront contraints », promet le général Kasonga.

Djugu : 2 personnes tuées dans une incursion des miliciens à Lokpa. Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres enlevées au village Lokpa, chef-lieu de la chefferie de Bahema-Nord en territoire de Djugu (Ituri), dans la nuit de jeudi à ce vendredi 13 septembre. C'est après l'incursion des hommes en arme dans cette entité. Plusieurs biens des habitants ont également été pillés, renseignent des sources de la société civile à Lokpa.

Kananga : manifestations des retournés d'Angola contre les mauvaises conditions de vie. « Depuis que nous sommes à Kananga, depuis deux semaines, il n'y a aucune assistance. Nous n'avons pas besoin d'un camp de réfugiés. Nous voulons une concession où l'on peut distribuer des parcelles », indique l'un des retournés. Interrogé sur la situation de ces ex-réfugiés revenus de l'Angola, le ministre provincial de l'Intérieur a exprimé la volonté de son gouvernement de ramener ces refoulés dans leurs milieux d'origine, avec l'aide des partenaires.

Samedi 14 septembre.

Exode des habitants de hauts plateaux de Fizi et Mwenga après le meurtre d'un leader communautaire. Selon des sources locales, les membres des communautés babembe, banyindu, bashi et bafuliiru ont commencé à quitter la région pour trouver refuge dans d'autres zones plus sécurisées. Nalibwini Muninga, le chef de la localité d'Ibumba, avait été tué par une milice au village de Ruhemba, non loin de Minembwe-centre ; alors qu'il rentrait chez lui à Ibumba après une réunion intercommunautaire à Minembwe-centre. Son village avait été d'abord incendié par des assaillants, il y a un mois. Ce leader local, reconnu comme un artisan de la paix, avait participé à plusieurs réunions de pacification et de réconciliation sur la crise de Minembwe et Itombwe. Peu avant son meurtre, les membres de communautés locales avaient dénoncé les tueries « qui se commettent chaque jour » dans leurs villages. Certains se sont déplacés vers Minembwe-centre pour solliciter la protection de la mission onusienne.

Trois nouveaux cas confirmés d'Ebola. Deux cas ont été détectés à Mambasa en Ituri et un, à Beni au Nord-Kivu. Les zones de santé de Kalunguta et Beni (Nord-Kivu) ainsi que de Mandima et Mambasa (Ituri) restent les plus touchées par cette maladie. Les statistiques précisent que depuis le 9 septembre, 281 cas suspects, dont 59 cas confirmés, ont été admis dans les 15 centres de traitement Ebola opérationnels dans les zones touchées par cette épidémie.

Bukavu : les locataires sinistrés de l'incendie de Kadutu crient à l'injustice. Les sinistrés propriétaires des maisons ont reçu chacun 1500 dollars américains de l'assistance qui avait été promise par le directeur de cabinet du président Felix Tshisekedi pour pallier les difficultés dues à l'incendie du 30 juin dernier. Les locataires, quant à eux, n'ont reçu qu'une somme de 256\$ chacun. Ces derniers dénoncent la clé de répartition de cette assistance occasionnant un écart d'environ 1250\$ entre les deux types de sinistrés. Ils demandent réparation.

La société civile salue l'annonce de l'arrêt de transferts des officiels malades à l'étranger. Et en vue de mettre fin aux inégalités d'accès aux soins médicaux de qualité en RDC, elle a recommandé au gouvernement de réhabiliter et d'équiper tous les hôpitaux publics à caractère social, totalement abandonnés et qui constituent à ce jour un fardeau pour les malades. L'association de défense des droits des patients a lancé depuis mars dernier la campagne « Zéro évacuation pour les soins de santé à l'étranger ». Selon les informations à sa possession, le rapport sur l'exécution des dépenses de l'Etat renseigne qu'en 2018, le trésor public a déboursé 37 milliards de francs congolais (environ 22,7 millions USD), pour les soins de santé des officiels congolais et leurs dépendants à l'étranger.

Accident de train à Nyunzu : inhumation de 14 morts. « Quatorze personnes ont été tuées : neuf hommes, deux femmes et trois enfants. Toutes ces personnes ont été enterrées ce matin. En ce qui concerne les blessés, plus de dix-huit personnes ont été blessées et acheminées au centre de santé de Nyemba pour leurs soins appropriés et pris en charge par la province. Pour le moment, nous avons cinq blessés graves qui sont en route vers Kalemie sous surveillance des médecins dépêchés par la province, ainsi que les blessés légers qui sont à bord de ce train. » Le gouvernement provincial promet par ailleurs des sanctions à l'encontre d'éventuels responsables de cet accident.

« La Monusco souhaite renforcer son soutien à la police » (François Grignon). A l'issue d'une visite des installations de la PNC de Goma, François Grignon a eu une séance de travail avec le commissaire provincial adjoint de la PNC Nord-Kivu, Paluku Makeusi Henri. Il a dit vouloir s'assurer de la durabilité du partenariat Monusco-PNC, un partenariat qui se veut constructif et qui apporte des résultats... La Monusco veut aussi intervenir en soutien à la réhabilitation des infrastructures, avec parfois la mise à disposition des conteneurs, la réhabilitation des commissariats à travers des projets à impact rapide, la mise à disposition d'un certain nombre de moyens opérationnels...

Tanganyika : résurgence du choléra à Kongolo. Cinquante-quatre nouveaux cas de choléra, dont quatre décès, ont été enregistrés à l'hôpital général de Kongolo depuis le début de la semaine, a indiqué le conseil de sécurité élargi de ce territoire de Tanganyika. A ce nombre ajoutent d'autres décès survenus hors du circuit des structures sanitaires. L'autorité territoriale appelle les habitants au respect des règles d'hygiène. Les membres du conseil de sécurité élargi se disent inquiets de la résurgence du choléra à Kongolo. La maladie est signalée dans la zone depuis environ un mois. Elle touche maintenant

toute la zone, déjà confrontée au problème de manque d'eau potable. Devant tous ces défis, les autorités civiles et sanitaires appellent les habitants à respecter les règles sanitaires préconisées pour limiter la propagation du choléra dans la zone.

Dimanche 15 septembre.

Oly Ilunga, ministre honoraire de la Santé en garde à vue. « Il y a de cela moins d'un mois que l'ex ministre de la Santé Oly Ilunga avait été interpellé par la Coordination nationale de la police judiciaire de la police nationale congolaise, pour des faits infractionnels portant mauvaise gestion des fonds alloués à la riposte de la maladie à virus Ebola. Après avoir été verbalisé, les enquêteurs avaient estimé que sa fuite n'était pas à craindre », rappelle le communiqué de la police nationale congolaise. Selon les informations parvenues à la police, faisaient état « de sa disparition de la circulation avec pour projet de gagner le Congo Brazza par le Kongo Central, et ce, aux fins de se soustraire des poursuites judiciaires ». Les recherches menées par la sécurité ont permis de retrouver Oly Ilunga dans un appartement à Kinshasa. Il sera déféré le lundi 16 septembre au Parquet général près la Cour de cassation.

Ituri : la Monusco réhabilite environ 50 km en territoire d'Irumu. La Monusco a remis d'abord vendredi 13 septembre aux autorités coutumières locales, les routes de dessertes agricoles Kaswara-Bavi et Soke-Bavi, long d'environ 30 km en chefferie de Walendu Bindu. Le samedi, la Monusco a encore remis au gouverneur le tronçon Bogoro-Bunia, long de 20 km. La cheffe de bureau de la MONUSCO en Ituri, Cecilia Piazza, a expliqué : « Ces travaux sont d'une importance capitale, non seulement pour le transport des marchandises, des biens et des personnes, mais aussi pour la sécurisation de cette partie de la province de l'Ituri ». La Monusco avait réhabilité également le tronçon Bogoro-Kasenye.

Kinshasa : 36 disparus dans le naufrage d'une baleinière à Mambutuka. Trente-six personnes sont disparues dans le naufrage d'une baleinière ce dimanche 15 septembre sur le fleuve Congo au niveau de la localité Mambutuka dans la commune de Maluku, a annoncé la police nationale congolaise. Selon la même source, l'on a enregistré 76 rescapés secourus par la police fluviale. La baleinière H/B MBoshi provenait de Balibambi dans la province du Maï-Ndombe et se rendait à Kinshasa.

Kasaï-Central : les avocats reprennent leurs prestations devant les cours et le parquet. « L'objectif a été atteint dans la mesure où le député concerné s'est présenté finalement devant le Parquet général. Il a été auditionné et en toute humilité, il a présenté ses excuses à la victime ainsi qu'au barreau. Ce que nous demandons à la population ce qu'elle comprenne que l'avocat est là de par la volonté de la loi. Il faut que tout le monde maîtrise le rôle de l'avocat », a expliqué l'avocat Me Sylvain Ntambue, le président de la commission de protection des avocats. Les avocats du Kasaï Central ont suspendu depuis le 7 septembre, leurs prestations devant la cour d'appel, le parquet général près cette cour et la cour militaire. Ils protestaient contre « l'impuissance du parquet général d'arrêter un député provincial », accusé de coups, blessures volontaires et injures publiques à l'égard d'un avocat.

Nord-Kivu : la Banque mondiale évalue les travaux réalisés par Fonds social de la RDC. Une délégation de la Banque mondiale évalue depuis samedi 14 septembre à Goma, les projets financés par elle et réalisés par les Fonds social de la RDC.

« J'ai apprécié leurs réalisations. Ils ont fait un grand travail en collaboration avec les communautés, en construisant des infrastructures communautaires, des écoles, un appui alimentaire pour la population vulnérable enregistrée. Et même s'ils ont fait un grand travail, il y a encore beaucoup de choses à faire car la pauvreté reste encore visible au sein de la population congolaise. Je pense que, étant donné que l'organisation travaille en franche collaboration avec les communautés comme ça se passe, il y a facilité de donner une réponse à ce problème », a indiqué Amit Dar, directeur régional de la Banque mondiale.

Affaire 15 millions USD : Félix Tshisekedi rassure et encourage l'inspecteur Batubenga. « L'inspecteur en chef de l'IGF Victor Batubenga qui se sentait menacé (RFI) a longuement rencontré le Président. Soucieux de la sécurité d'un haut fonctionnaire de l'État, le chef de l'État l'a entendu, rassuré, encouragé. L'IGF ayant transmis le dossier à la Justice, le Président ne peut plus s'exprimer là-dessus. Silence "géné" ? Non, plutôt respect d'un principe démocratique. Néanmoins, Vital Kamerhe garde la confiance du Président », indique Kasongo Mwema. **Genèse de l'affaire.** En 2017, le prix du carburant à la pompe flambe de 5% en RDC. Le gouvernement, pour stabiliser le prix, s'arrange avec les sociétés pétrolières pour un gel des prix sur le marché. En revanche, le gouvernement s'est engagé à compenser les pertes et manque à gagner aux sociétés pétrolières privées. Ainsi, la Banque centrale du Congo ouvre une ligne de crédit de 100 millions de dollars, pour le compte de ces sociétés pétrolières. C'est de ces montants octroyés aux sociétés pétrolières qu'une décote (exonération totale ou partielle en faveur de certaines catégories de contribuable, DDLR), de 15% soit 15 millions de dollars devrait être retenu à la source sur instruction du ministère des Finances. Cette décote devrait être virée dans le compte du comité de suivi des prix des produits pétroliers qui est à la Banque centrale du Congo. Mais dans un rapport d'audit de

L'Inspection générale des finances effectué du 17 au 31 juillet auprès des sociétés pétrolières, des banques et des directions générales des impôts et des douanes, il a été constaté un manque de traçabilité d'un montant de 15 millions de la décote prélevée sur les revenus des produits pétroliers. Par la demande du ministre de l'Économie par intérim Henry Yav Mulang à la direction générale de Rawbank, le montant de la décote a été viré dans un autre compte, dénommé comité de suivi programme/Présidence dans une banque privée au lieu du compte habituel dénommé comité de suivi des prix des produits pétroliers à la BCC. C'est ce compte-là de suivi programme/Pr approvisionné de 15 millions de dollars qui a été vidé et la traçabilité est jusque-là difficile à retracer. Selon l'IGF, les 15 millions de dollars n'auraient pas dû être versés sur le compte du Comité de suivi des prix des produits pétroliers. C'est une « irrégularité qui n'est pas dans l'intérêt du Trésor public » et « viole les dispositions légales et réglementaires régissant les finances publiques », écrivent les auteurs du rapport consulté par RFI. Ils demandent « le reversement de la décote au Trésor » ainsi que « l'audit des comptes du Comité de suivi des produits pétroliers », poursuit le média français.

« Dr Ilunga n'a jamais tenté de quitter le territoire national » (Avocats). « Contrairement aux allégations avancées sur le compte Twitter de la police nationale congolaise, Dr Ilunga n'a jamais tenté de quitter le territoire national pour gagner le Congo Brazzaville. Ce fait précis, du reste infondé, porte atteinte à son honneur et en même temps l'expose au mépris public », a réagi le collectif des avocats du Dr Oly Ilunga, ministre honoraire de la Santé. Selon les informations parvenues à la police, indiquait le colonel Mwanamputu, porte-parole de la police, faisaient état « de sa disparition de la circulation avec pour projet de gagner le Congo Brazza par le Kongo Central, et ce, aux fins de se soustraire des poursuites judiciaires ». Selon le collectif des avocats du Dr Oly Ilunga, ce dernier a été interpellé sur base d'un mandat d'amener émis par le Parquet général près la Cour de cassation avant d'être placé en garde à vue. La police judiciaire reproche à M. Ilunga d'avoir détourné 4,3 millions USD mis à la disposition du ministère de la santé pour lutter contre Ebola. « A ce stade, 1,9 millions USD de cette somme ont été décaissés en un mois après la démission du Dr Ilunga de manière qu'il ne peut nullement en répondre », argumente ses avocats. Pour le reste, note le collectif des Avocats du Dr Ilunga, les pièces comptables qui gisent dans le dossier attestent à suffisance que cette somme a exclusivement été utilisée aux fins de la lutte contre la maladie à virus Ebola.

La visite de Félix Tshisekedi en Belgique vise à intensifier la coopération bilatérale. « Il y a des rencontres prévues avec le Premier ministre Charles Michel, le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders et le Roi Philippe, mais aussi les chefs d'entreprise. Le but est d'intensifier et de réchauffer la coopération bilatérale qui profiterait aux deux Nations. C'est aussi pour normaliser les relations belgo congolaises », a expliqué Tina Salama, porte-parole adjointe du chef de l'Etat. Au bout de 4 jours de visite, le Président se rendra aux Etats-Unis où il va participer à la session de l'assemblée générale des Nations unies à New-York.

